LE TRAVAIL EN EUROPE OCCIDENTALE DES ANNÉES 1830 AUX ANNÉES 1930

MAINS-D'ŒUVRE ARTISANALES ET INDUSTRIELLES, PRATIQUES ET QUESTIONS SOCIALES

9782200629762_P001-432.indb 1 19/11/2020 14:10

LE TRAVAIL EN EUROPE OCCIDENTALE DES ANNÉES 1830 AUX ANNÉES 1930

MAINS-D'ŒUVRE ARTISANALES ET INDUSTRIELLES, PRATIQUES ET QUESTIONS SOCIALES

Sous la direction de Jean-Marc Olivier

ARMAND COLIN

9782200629762_P001-432.indb 3 19/11/2020 14:10

Horizon

Graphisme de couverture : Hokus Pokus Créations

Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.
Le Code de la propriété intellectuelle du 1er juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.
Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).

© Armand Colin, 2020

Armand Colin est une marque de Dunod Éditeur
11, rue Paul Bert, 92240 Malakoff

ISBN 978-2-200-62976-2

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2° et 3° a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).
Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Les auteurs

Jean-Marc OLIVIER (dir.) est professeur d'histoire contemporaine à l'Université Toulouse-Jean Jaurès. Ses principales recherches sont consacrées aux petites industries dispersées, souvent rurales, comme la taillanderie, l'horlogerie, la lunetterie ou la chapellerie, en France, en suisse et en Scandinavie. Il explore aussi les différentes formes du travail dans les industries aéronautiques depuis leur origine.

Vincent DELABASTITA est doctorant au département d'économie de la KU Leuven. Ses principaux pôles d'intérêt dans la recherche sont l'histoire économique et l'étude du travail. Il est spécialiste des questions concernant les causes et les conséquences du changement technologique à travers les évolutions économiques et sociétales.

Jean-Pierre DORMOIS est professeur d'histoire contemporaine à Sciences-Po Bordeaux et membre honoraire de l'Institut Universitaire de France. Il a été examinateur au jury du CAPES d'histoire-géographie (1995-1999) et au jury de l'agrégation d'histoire (2010-2013). Il est l'auteur d'une *Histoire économique de la Grande-Bretagne au XXe siècle* (Hachette, 1994) et a dirigé (avec Michael Dintenfass) un recueil d'essais sur *The British Industrial Decline* (Routledge, 1998).

Alexandre FERNANDEZ, agrégé et docteur en histoire, est professeur à l'Université Bordeaux-Montaigne. Il a publié plusieurs ouvrages et de nombreux articles d'histoire économique et sociale. Il anime le comité franco-espagnol d'histoire économique. Il est membre du conseil d'administration de l'Association française pour l'histoire des mondes du travail (AFHMT) dont il a été le trésorier de 2013 à 2019.

Philippe FORO est maître de conférences en histoire contemporaine à l'université Toulouse-Jean Jaurès. Ses travaux portent sur l'Italie contemporaine et le catholicisme contemporain. Il a publié, entre autres, le *Dictionnaire de l'Italie fasciste*, Paris, Vendémiaire, 2014 ; *L'Italie fasciste*, Paris, Armand Colin, 2016 ; *L'Italie et l'Antiquité du Siècle des Lumières au fascisme*, Toulouse, PUM, 2017 (dir.).

Sandrine KOTT est professeure d'histoire contemporaine à l'université de Genève et professeure invitée à l'université de New York (NYU). Ses domaines de recherche principaux portent sur l'histoire des pratiques philanthropiques et l'État social en France et en Allemagne, et celle des mondes du travail en Europe. Plus récemment elle a élargi son enquête à l'histoire de l'Organisation internationale du travail.

Michael LLOPART est professeur certifié d'histoire et géographie, il a soutenu sa thèse en juin 2020. Sous la direction de Jean-Marc Olivier et d'Alain Boscus, il a réalisé une histoire du problème de l'azote en France durant l'entre-deux-guerres. Ses recherches portent notamment sur l'industrie chimique, dans ses dimensions à la fois techniques, économiques, politiques, sociales et environnementales.

9782200629762_P001-432.indb 5 19/11/2020 14:10

Rémy PECH, professeur émérite à l'Université Toulouse-Jean Jaurès qu'il a présidée de 2001 à 2006, a publié plusieurs ouvrages chez Privat, dont *1907. Les mutins de la République. La révolte du Midi viticole*, 2014 (avec Jules Maurin) ; *Jaurès paysan*, 2009, *Jaurès et les radicaux*, 2011. Il a également dirigé, en collaboration, les *Histoires* de Montpellier et Toulouse (2015 et 2019).

Robin PHILIPS est un chercheur postdoctoral à l'Université d'Utrecht et l'Institut International d'Histoire Sociale à Amsterdam. Ses publications récentes comprennent sa thèse de doctorat intitulée : *Location of industry in Belgium and the Netherlands (1820-2020)* (livre à paraître, Palgrave Macmillan). Il a également co-édité l'ouvrage *An economic history of regional industrialization* (London, Routledge, 2020).

Sylvie VABRE, maître de conférences en histoire contemporaine, Université Toulouse-Jean Jaurès, Framespa/CNRS, est Présidente de l'ICREFH. Elle a publié *Le sacre du roquefort*, Rennes, PUR, 2015 (Prix Crédit Agricole d'histoire des entreprises, 2011) et « Itinéraires marchands du roquefort » dans J.-C. Daumas (dir.), *Les révolutions du commerce. France XVIIIe-XXIe siècles*, Besançon, PUFC, 2020.

Table des matières

Les auteurs V

Introduction générale 1
1 Un large renouvellement de l'historiographie 1
2 Rareté des sources qualitatives et manque d'homogénéité des statistiques pour aborder toutes les formes du travail 3
3 Une approche de plus en plus internationale de la question du travail à partir du tournant du XXIe siècle 5

1 Le monde du travail en Grande-Bretagne : à l'avant-garde des sociétés industrielles (années 1830-années 1930) 8
1 Marché du travail et types d'emplois vers 1830 13
2 La fin des paysans 21
3 L'atelier du monde : 1830-1870 29
4 Législation du travail et organisation de la formation 42
5 L'assistance et la protection sociale 49
6 Le mouvement ouvrier 55
7 La Première Guerre et l'après-guerre 62
8 La crise de 1929 et ses répercussions 72
Conclusion 78

2 Une perspective comparative sur le travail en Belgique des années 1830 aux années 1930 83
1 Le marché du travail dans les années 1830 85
2 La contribution du capital humain au cours de la révolution industrielle 87
3 L'évolution des salaires au cours de la révolution industrielle 91
4 La deuxième révolution industrielle 94
5 Exode rural et urbanisation 96
6 Mouvement ouvrier et syndicalisme 98
7 Le travail sous l'occupation pendant la Première Guerre mondiale 101
8 L'entre-deux-guerres et la crise de 1929 102
Conclusion 104

3 Le caractère dual de la main-d'œuvre en France et ses conséquences sociales 108
1 1830-1871 : prédominance du travail dispersé et apologie nuancée de l'usine 112

2 1871-1914 : la résistible ascension du travail en usine et ses conséquences sociales 132
3 1914-1939 : mobilisation, rationalisation et intervention de l'État dans le monde du travail 173
Conclusion 188

4 Jaurès et la question du travail 192
1 Les travailleurs, un souci primordial pour Jaurès 192
2 Les propositions législatives 193
3 Une expérience originale : la verrerie ouvrière d'Albi 195
4 Les analyses théoriques 196
5 La structuration des organisations ouvrières 196

5 Les « industries agricoles » 198
1 De l'industrie agricole aux industries agricoles 198
2 Les corps au travail : savoir-faire et territoire 199
3 Adaptation, industrialisation et Innovation : de nouveaux métiers 202

6 Le travail dans la chimie française au tournant de la seconde industrialisation, 1880-1930 205
1 La prépondérance de la main-d'œuvre peu qualifiée 206
2 Faiblesse des salaires et main-d'œuvre flottante 208
3 Une industrie de process qui ne permet pas une rigoureuse division du travail 210
4 Un secteur marqué par une très forte exposition aux risques et aux accidents 211

7 Le travail en Allemagne (1830-1939) 214
1 1830-1871 : les mondes de l'atelier 215
2 Les mondes de l'industrie (1871-1914) 237
3 Le travail mobilisé (1914-1939) 266
Conclusion 294

8 Main-d'œuvre artisanale et ouvrière, sociabilité et questions sociales en Italie (années 1830-années 1930) 296
1 État des lieux dans l'Italie pré-unitaire (1830-1861) 298
2 Industrialisation, travail, questions sociales et conflits dans l'Italie libérale (1861-1915) 303
3 Industrie et main-d'œuvre entre militarisation de la Grande Guerre et corporatisme fasciste (1915-1939) 312

9 Travail et travailleurs en Espagne des années 1830 aux années 1930 326
1 Des années 1830 au début du vingtième siècle : le très résistible développement du *factory system* 334
2 Le premier tiers du XXe siècle : consolidation et dynamiques d'une classe ouvrière en Espagne 368

10 Approches internationales 394
1 Le catholicisme social 394
2 Internationalisation de la question sociale 406

© Armand Colin. Toute reproduction non autorisée est un délit

Introduction générale

Jean-Marc OLIVIER

Le travail, artisanal et industriel, constitue un champ de recherche immense et complexe. Depuis la fin du XVIIIe siècle, il suscite des débats enflammés, plus particulièrement dans les espaces du programme où ses formes multiples le rendent parfois insaisissable. Le mot « travail » lui-même s'avère polysémique. Son étymologie latine renvoie à la notion de « torture » et les écrits du XVIIIe siècle insistent sur l'effort qu'il représente. Au XIXe siècle, il prend une dimension nouvelle avec l'expansion du système usinier. Désormais, l'absence de grandes usines demeure synonyme d'archaïsme, voire de retard, par rapport au *factory system* apparu en Angleterre. À l'aune de la précocité britannique, il existe alors une sorte de hiérarchie des pays suiveurs où apparaissent successivement les espaces belge, français, germanique, italien et espagnol. L'importance de la main-d'œuvre industrielle devient l'indicateur d'une évolution économique réussie. Les premiers théoriciens socialistes s'emparent de ce phénomène pour annoncer des temps nouveaux dès le début du XIXe siècle, les plus connus étant les jeunes Karl Marx et Friedrich Engels[1]. Mais cette approche centrée sur le monde du travail dans les grandes usines doit être nettement nuancée, ce que les recherches historiques des dernières décennies ont montré.

1 Un large renouvellement de l'historiographie

Depuis plus de quarante ans, de nombreux chercheurs ont repensé les mécanismes de l'industrialisation en insistant sur les petites entreprises parfois qualifiées un peu rapidement d'artisanales. Or, des évolutions fortes touchent cet autre monde du travail qui prend des formes très variées. Ces petites structures dispersées sont urbaines ou rurales, elles vont de la fabrique parisienne ou londonienne[2] jusqu'aux fermes-ateliers des régions montagneuses[3], sans oublier la proto-industrie enracinée dans le XVIIIe siècle[4],

1. Karl Marx et Friedrich Engels, *Manifeste du parti communiste*, 1848 (première édition en allemand commandée par la Ligue des communistes) ; Karl Marx, *Le Capital* (première édition du livre 1 en 1867, les livres 2 et 3 sont publiés par Friedrich Engels en 1885 et 1894).
2. Patrick Verley, *Entreprises et entrepreneurs du XVIIIe siècle au début du XXe siècle*, Paris, Hachette, « Carré Histoire », 1994.
3. Claude-Isabelle Brelot, Jean-Luc Mayaud, *L'industrie en sabots. Les conquêtes d'une ferme-atelier aux XIXe et XXe siècles. La taillanderie de Nans-sous-Sainte-Anne*, Paris, J.-J. Pauvert chez Garnier, 1982.
4. Franklin Mendels, *Industrialization and population pressure in XVIIIth century Flanders*, thèse soutenue devant l'université du Wisconsin en 1969. Didier Terrier, *Les deux âges de la proto-industrie. Les tisserands du Cambrésis et du Saint-Quentinois, 1730-1880*, Paris, EHESS, 1996.

9782200629762_P001-432.indb 1 19/11/2020 14:10

les petites villes manufacturières du XIXe siècle, ou les PME des années 1920[5]. Ces travaux proposent des approches beaucoup plus nuancées qui nous invitent à reconsidérer la linéarité reconstituée du récit historique classique, souvent tenu par les économistes, sur le développement industriel jusqu'aux années 1930. Le *factory system* n'est plus la référence absolue.

Si la France, comme la Suisse romande, apparaît comme un pays où les petites industries prédominent, celles-ci existent aussi dans les pays voisins. En Italie du Nord, elles prolongent la phase proto-industrielle[6]. L'Allemagne, patrie des grandes concentrations industrielles, abrite également de jolis succès à plus petite échelle, en particulier en Rhénanie, que ce soit l'horlogerie rurale de la Forêt-Noire[7] ou la coutellerie urbaine de Solingen[8]. L'Angleterre elle-même n'est pas exempte d'un développement industriel différent comme le montre la démarche comparative de Lars Magnusson soulignant les convergences entre les petites industries métallurgiques de Sheffield, de Solingen, de Remscheid et d'Eskilstuna[9]. À ces grands pays peuvent venir s'ajouter certaines régions de Belgique[10] ou de la péninsule Ibérique[11].

Dans le cas suisse, les crises des années 1920-1922 et 1933-1936 signent la fin de la dispersion dans l'industrie horlogère, secteur emblématique de ce type d'organisation[12]. Dans les pays nordiques et baltiques, Maths Isacson fait débuter dans les années 1930 la « période d'industrialisation intensive » reposant fondamentalement sur des entreprises de plus en plus grandes[13]. De nombreux indicateurs concourent donc à retenir les années 1920 et 1930 comme un aboutissement final du proces-

5. Michel Lescure, *PME et croissance économique. L'expérience française des années 1920*, Paris, Economica, 1996.

6. Giovanni Luigi Fontana, « Formation et évolution des districts industriels du Nord-Est de l'Italie (XVIe-XXe siècles) », dans René Leboutte et Jean-Paul Lehners (éd.), *Formation et mutations des bassins industriels en Europe,* Luxembourg, Centre universitaire de Luxembourg, 1997, p. 55-104.

7. Richard Mühe, Helmut Kahlert, *Horloges et pendules en Forêt-Noire*, Furtwangen, 1990 (1re édition allemande en 1987).

8. Rudolf Boch, *Handwerker-Sozialisten gegen Fabrikgesellschaft. Lokale fachvereine, Massengewerkschaft und industrielle Rationalisierung in Solingen 1890-1914*, Göttingen, Vandenhœck und Ruprecht, 1985.

9. Lars Magnusson, *The contest for Control. Metal Industries in Sheffield, Solingen, Remscheid and Eskilstuna during the Industrialization*, Oxford/Providence, Berg, 1994.

10. René Leboutte, « Industrialisation et évolution démographique. Approche d'une analyse démographique différentielle : le cas de la région liégeoise au XIXe siècle », dans *Rapports du VIIIe Congrès international d'histoire économique*, Budapest, 1982, section A2, *La protoindustrialisation : théorie et réalité*.

11. *Congrès international Suberaies, usines et commerçants. Passé, présent et futur du commerce du liège*, Palafrugell, 16-18 février 2005. José M. Lopes-Cordeiro, « L'industrie de la coutellerie dans la région de Guimarães : un cas de protoindustrialisation ? », dans Jean-Yves Andrieux, *Architectures du travail,* Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 1992, p. 134-149.

12. Laurence Marti, *L'invention de l'horloger,* Lausanne, Éditions Antipodes, p. 71-72. L'auteur cite trois grandes institutions destinées à favoriser les regroupements : la commission romande de rationalisation en 1928, la société suisse pour l'industrie horlogère (SSIH) en 1930, et le « Super holding » en 1931.

13. Maths Isacson, « La période d'industrialisation intensive dans les pays nordiques et baltiques », *Revue d'histoire nordique*, n° 1, décembre 2005, p. 27-37.

9782200629762_P001-432.indb 2 19/11/2020 14:10

sus de développement des petites industries dispersées ; au-delà, le processus de concentration l'emporte nettement. Alain Leménorel retient également la décennie 1930 pour parler de révolution organisationnelle dans les entreprises[14], indice supplémentaire d'une ère nouvelle qui embrasse la période des Trente Glorieuses et plonge dans l'oubli, ou le mépris, le monde de l'atelier. La recherche historique, souvent fille de son temps, suit les fluctuations qui viennent d'être constatées ; ces dernières compliquent l'évaluation du rôle de la petite industrie dans le phénomène global d'industrialisation. De plus, l'historien doit adapter sa méthode à une documentation plus difficile d'accès que celle relative au travail en usine. L'un des plus grands défis demeurant la connaissance des travailleuses à domicile qui sont pourtant omniprésentes[15].

2 Rareté des sources qualitatives et manque d'homogénéité des statistiques pour aborder toutes les formes du travail

Patrick Verley fait le constat des difficultés rencontrées par le chercheur, car, selon lui, « les innombrables petites et moyennes entreprises qui ont constitué le tissu industriel moyen des pays occidentaux sont irrémédiablement inconnaissables hormis quelques informations statistiques globales et quelques archives d'entreprises conservées, à partir desquelles les historiens s'efforcent de reconstituer un savoir cohérent »[16]. Il poursuit en nous mettant en garde vis-à-vis des enquêtes administratives effectuées en France, en Grande-Bretagne ou en Allemagne, qui « ne permettent pas de mesurer statistiquement la fréquence des différentes formes d'organisation des entreprises : dans le meilleur des cas, elles appréciaient la taille des établissements par le nombre d'ouvriers et d'ouvrières, sans indiquer s'ils travaillaient à domicile ou dans des locaux appartenant aux entreprises, s'ils travaillaient de manière permanente ou occasionnelle »[17]. L'exemple morézien confirme le manque de précision des enquêtes et la pauvreté des documents conservés par les petites entreprises[18]. De plus, François Bouloc relève chez les petits patrons une hantise de l'inquisition fiscale renforcée par le vote de la loi sur les profits de guerre

14. Alain Leménorel, *Nouvelle histoire économique de la France contemporaine. 3. L'économie libérale à l'épreuve*, Paris, La Découverte, 1998, p. 86-87.
15. Sylvie Schweitzer, *Les femmes ont toujours travaillé. Une histoire du travail des femmes aux XIXe et XXe siècles*, Paris, Éditions Odile Jacob, 2002.
16. Patrick Verley, *Entreprises et entrepreneurs*…, ouvr. cité, p. 8.
17. *Ibid.*, p. 34.
18. Jean-Marc Olivier, *Des clous, des horloges et des lunettes. Les campagnards moréziens en industrie (1780-1914)*, Paris, CTHS, 2004, 608 p. Finalement, une seule entreprise a conservé des archives remontant au XIXe siècle, la société Lamy-Fidela, grâce à un patron passionné d'histoire, Gabriel Lamy.

© Armand Colin. Toute reproduction non autorisée est un délit

en 1916[19]. Michel Lescure rencontre les mêmes obstacles jusque dans les années 1920 où « les PME laissent moins d'archives que les grandes entreprises et le secret qui entoure souvent les affaires familiales ne prédispose pas les firmes à ouvrir facilement leurs fonds »[20].

En France, même dans les grandes enquêtes classiques et proches chronologiquement, comme celles de 1839-1847 et de 1860-1865, des distorsions majeures apparaissent[21]. La première invite les enquêteurs à « ne tenir compte toutefois que des établissements occupant à leurs travaux au moins une dizaine d'ouvriers, excluant ceux qui en emploient un moindre nombre, comme devant rentrer, en général, dans la classe des arts et métiers »[22]. En réalité, à partir de 1844, on incorpore des établissements de moins de dix ouvriers[23]. L'enquête de 1860-1865 s'appuie sur une autre définition : « le recensement ne comprendra que l'industrie manufacturière, c'est-à-dire les établissements qui fabriquent *des produits en gros* et les livrent au commerce chargé, à son tour, de les vendre au consommateur. Il exclut ainsi toute la petite industrie désignée sous le nom *d'arts et métiers* »[24]. Parallèlement, les enquêtes parisiennes conduites par la Chambre de commerce en 1847-1848 et en 1860 cherchent à mettre en évidence l'originalité de l'industrie de la capitale en descendant jusqu'au niveau le plus infime de l'entreprise[25]. Mais, là encore, la définition du seuil inférieur fluctue, en 1848 c'est « le façonnier travaillant seul pour le compte de plusieurs entrepreneurs », alors qu'en 1860 tous les fabricants en chambre sont comptabilisés[26]. La patente constitue une autre source sérielle exploitable, mais son homogénéité apparaît fortement entamée par les exemptions successives accordées entre 1818 et 1862[27]. Enfin, l'Office du Travail créé en 1891 lance un nouveau type de recensement. Les données sur les établissements sont davantage uniformisées et centralisées, mais le problème du travail dispersé demeure. Ainsi, l'enquête sur les salaires, publiée en 1893, commence par l'avertissement suivant : « Elle ne fera qu'effleurer la petite industrie, les *marchands-fabricants, les ateliers familiaux* (…). On n'essaiera point de donner ici une définition plus précise qui ne satisferait personne »[28]. L'évaluation nationale se révèle donc diffi-

19. François Bouloc, *Les profiteurs de guerre. 1914-1918,* Paris, Éditions, 2008.
20. Michel Lescure*, PME et croissance…*, ouvr. cité, p. 17.
21. Jean-Pierre Dormois, « La statistique industrielle de 1841-45 revisitée », dans Katia de Queiros Mattoso (dir.), *L'Angleterre et le monde,* Paris, Presses de la Sorbonne, 1998, p. 205-245.
22. Alain Faure, « Note sur la petite entreprise en France », dans *Entreprises et entrepreneurs. Congrès de l'Association française des historiens économistes. Mars 1980,* Paris, Presses de l'université Paris-Sorbonne, 1983, p. 199-215. Le seuil initial était même fixé à 20 ouvriers.
23. Jean-Marie Chanut, Jean Heffer, Jacques Mairesse, Gilles Postel-Vinay, *L'industrie française au milieu du XIXe siècle. Les enquêtes de la Statistique générale de la France*, Paris, EHESS, 2000, 215 p. + CD-Rom. Avec la collaboration de Frédéric Boccara, Pierre Sicsic, André Straus et Patrick Verley.
24. *Ibid.*, p. 24.
25. Alain Faure, « Note sur la petite entreprise… », art. cité, p. 200-201.
26. *Ibid.*, p. 201.
27. *Ibid.*, p. 203-204.
28. Office du Travail, *Salaire et durée du travail dans l'industrie française*, tome 1, 1893, p. 5.

9782200629762_P001-432.indb 4 19/11/2020 14:10

cile, mais les comparaisons internationales le sont encore plus. Georges Hanne a tenté de s'y livrer en étudiant le monde du travail à Toulouse et à Saragosse entre la fin du XVIIIe siècle et le début du XIXe siècle[29]. L'utilisation de normes différentes pour les enquêtes et les recensements se double ici d'un décalage entre Toulouse et Saragosse quant à la disparition définitive des corporations. En France, leur sort est réglé par la loi d'Allarde de 1791, alors qu'en Espagne elles connaissent une extinction très progressive.

L'historien doit donc descendre à un niveau plus fin de sources pour bien saisir la réalité des systèmes de production dispersée, par exemple à travers les archives communales en France. Dans les grandes villes, les archives des chambres de commerce[30] ou les dossiers de faillite[31] peuvent également être utilisés. Les témoignages, les rapports d'expositions et les correspondances offrent d'autres angles d'approches. Mais, bien souvent, seul un patient dépouillement des recensements nominatifs permet de reconstituer la réalité des activités dans les grandes agglomérations et les réseaux qui les sous-tendent. Une telle démarche, très chronophage, ne peut pas être reproduite systématiquement comme le constatent les adeptes de la micro-histoire (*microstoria*)[32] et de l'histoire du quotidien (*Alltagsgeschichte*)[33], l'historien doit donc rester modeste. Mais de nouvelles dynamiques de recherche, collaboratives et internationales, caractérisent la dernière décennie et offrent des possibilités prometteuses.

3 Une approche de plus en plus internationale de la question du travail à partir du tournant du XXIe siècle

En effet, récemment, l'histoire du monde du travail s'est enrichie d'approches transfrontalières[34] mobilisant plus particulièrement les grandes enquêtes médicales, hygiénistes

29. Georges Hanne, *Le travail dans la ville. Toulouse et Saragosse des Lumières à l'industrialisation. Étude comparée*, Toulouse, Méridiennes, 2006.

30. Celles de Paris et de Toulouse sont particulièrement riches et proposent des inventaires assez détaillés.

31. La série U des archives des tribunaux de commerce se révèle essentielle, en particulier la sous série D.11 U^3 du tribunal de commerce de Paris qui rassemble les dossiers de faillite de 1792 à 1899 (1897 dossiers expliquant avec plus ou moins de détails la faillite de nombreuses boutiques-ateliers).

32. Jacques Revel (dir.*), Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, Gallimard-Le Seuil, 1996. Cet ouvrage constitue une bonne synthèse en français analysant les avancées de la micro-histoire qui est née en Italie (*microstoria*) dans les années 1970.

33. Sandrine Kott et Alf Lüdtke, « De l'histoire sociale à l'Alltagsgeschichte. Entretien avec Alf Lüdtke », *Genèses. Sciences sociales et histoire*, 1991, n° 3, p. 148-153. Cet article revient sur cet important courant historiographique né en Allemagne pendant les années 1980.

34. Isabelle Moret-Lespinet et Vincent Viet (dir.), *L'Organisation internationale du travail : origine-développement-avenir*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011.
Sandrine Kott (dir.), « La justice sociale dans un monde global. L'organisation internationale du travail (1919-2019) », dossier de la revue *Le mouvement social*, n° 263, avril-juin 2018, 216 p.

© Armand Colin. Toute reproduction non autorisée est un délit

et sociales des XIXe et XXe siècles[35]. Ces relectures systématiques et comparées donnent une meilleure vision des conditions de vie ouvrières. Comme le suggère le programme officiel des concours, ce renouveau historiographique très spécifique bénéficie du dynamisme d'associations comme le Réseau européen d'histoire du travail, ou European Labour History Network, créé en 2013. La même année, l'Association française pour l'histoire des mondes du travail (AFHMT) est fondée. Son bureau se compose d'auteurs sensibles au comparatisme international et conscients de la difficulté d'appréhender en profondeur les multiples mondes du travail : Michel Pigenet[36], Nicolas Hatzfeld, Alexandre Fernandez[37], Xavier Vigna[38], Laure Machu[39] et Corine Maitte[40]. Deux ans plus tard se met en place le Global Labour History Network (GLHN) qui correspond à un réseau mondial de chercheurs. Puis, en 2017, la German Labour History Association (GLHA) est à son tour constituée en Allemagne, elle est présidée par Stefan Berger titulaire de la chaire d'histoire sociale à l'université de Bochum[41].

Des pays comme la Belgique[42], l'Espagne[43] et l'Italie[44] ont aussi donné lieu à de nouvelles recherches qui permettent de mieux saisir leurs originalités sociales et leurs évolutions spécifiques, en particulier pendant les périodes très agitées des années 1920 et 1930. Les différents chapitres de cet ouvrage intègrent ces progrès historiographiques récents. Pour des raisons pragmatiques, l'approche demeure cependant essentiellement géographique en tentant de préciser la spécificité de chaque évolution nationale par rapport à un mouvement général. Le plan chronologique adopté dans chaque chapitre varie donc sensiblement en fonction des différentes histoires nationales, en conservant de grandes convergences sur l'analyse des conséquences sociales des crises économiques et des grandes dépressions de la fin du XIXe siècle et des années 1930. Les transformations de l'univers quotidien du travail et ses effets sur la santé constituent d'autres points

……..

35. Éric Geerkens, Nicolas Hatzfeld, Isabelle Lespinet-Moret et Xavier Vigna (dir.), *Les enquêtes ouvrières dans l'Europe contemporaine*, Paris, La Découverte, 2019.
Anne-Sophie Bruno, Eric Geerkens, Nicolas Hatzfeld, Catherine Omnès (dir.), *La santé au travail, entre savoirs et pouvoirs (19e-20e siècles)*, Rennes, PUR, 2011.
36. Michel Pigenet et Danielle Tartakowsky (dir.), *Histoire des mouvements sociaux en France de 1814 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2012.
37. Alexandre Fernandez, *Du fer et des fueros. Contribution à l'histoire de l'industrialisation d'une région du Sud-Ouest européen : la Biscaye et le Guipúzcoa, XIXe-XXIe siècles*, Pessac, MSHA, 2015.
38. Xavier Vigna, *L'espoir et l'effroi. Luttes d'écritures et luttes de classes en France au XXe siècle*, Paris, La Découverte, 2016.
39. Laure Machu, Isabelle Lespinet-Moret et Vincent Viet (dir.), *1914-1918. Mains-d'œuvre en guerre*, Paris, La Documentation française, 2018.
40. Corine Maitte, *La trame incertaine : le monde textile de Prato, XVIIIe-XIXe siècles*, Villeneuve-d'Asq, Presses Universitaires du Septentrion, 2001.
41. Stefan Berger (Editor), Alexandra Przyrembel (Editor), *Moralizing Capitalism : Agents, Discources and Practices of Capitalism and Anti-Capitalism in the Modern Age*, Palgrave Macmillan, 2020.
42. Guy Vanthemsche (dir.), *Les classes sociales en Belgique : deux siècles d'histoire*, Bruxelles, Le CRISP, 2016.
43. Pere Gabriel, « Histoire des ouvriers et histoire du travail en Espagne », dans Nicolas Hatzfeld, Michel Pigenet et Xavier Vigna, *Travail, travailleurs et ouvriers d'Europe au XXe siècle*, Dijon, EUD, 2016, p. 77-88.
44. Alessandra Pascarolo, *Il Lavoro Donne Nell'italia Contemporanea*, Rome, Viella, 2019.

communs. Jean-Pierre Dormois[45] a pris en charge la partie sur la Grande-Bretagne qui nécessitait la lecture de nombreux auteurs anglophones, il a également su mobiliser et traduire deux historiens belges, Robin Philips et Vincent Delabastita. Cette initiative a permis de bien prendre en compte, et de manière actualisée, ce pays essentiel pour la compréhension de l'évolution des formes du travail dès le début du processus d'industrialisation auquel il participe précocement. Jean-Marc Olivier aborde ensuite la France et plus particulièrement le caractère très dispersé, voire éclaté, de son monde du travail souvent situé entre artisanat et grande industrie, à l'image de l'arc jurassien franco-suisse[46]. Puis Sandrine Kott synthétise les multiples formes du travail dans l'immense espace allemand en convoquant les dernières avancées de la recherche internationale, en particulier allemande, qu'elle connaît bien et depuis longtemps[47]. Alexandre Fernandez relève le défi d'une présentation des espaces très contrastés, et de plus en plus agités, du travail en Espagne[48]. Philippe Foro parachève ces développements tout en nuances en décrivant les spécificités italiennes[49].

Ces présentations par États sont complétées par des thèmes plus spécifiques traités dans des petits chapitres, comme les « industries agricoles » analysées par Sylvie Vabre[50] ou le secteur de la chimie présenté par Michael Llopart qui vient de soutenir une thèse sur ce sujet[51]. Rémy Pech a également accepté d'écrire quelques pages sur un acteur essentiel qui constitue l'une des grandes voix des travailleurs : Jaurès[52].

Enfin, un important chapitre transversal final, rédigé par Philippe Foro et Sandrine Kott, aborde les organisations internationales. Il entre en résonance avec des éléments essentiels du programme comme la montée du christianisme social, plus particulièrement à partir de l'encyclique *Rerum Novarum* de 1891 signée par le pape Léon XIII. Dans ce même chapitre, la création de l'OIT (Organisation internationale du travail), en 1919, occupe une place importante.

……..

45. Jean-Pierre Dormois, *Histoire économique de la Grande-Bretagne au XXe siècle*, Paris, Hachette, 1994 ; *L'économie française face à la concurrence britannique à la veille de 1914*, Paris, L'Harmattan, 1997 ; *La défense du travail national? L'incidence du protectionnisme sur l'industrie en Europe (1870-1914)*, Paris, PU Paris-Sorbonne, 2009.

46. Jean-Marc Olivier, *Des clous, des horloges et des lunettes…*, ouvr. cité ; « Une frontière transcendée par l'horlogerie : l'Arc jurassien franco-suisse (XVIIIe-XIXe siècles) », dans *L'Arc jurassien : frontière ou interface?*, Besançon, Fédération des Sociétés Savantes de Franche-Comté, 2012, p. 303-313 ; (codirigé avec Alain Cortat), *Le profit dans les PME, perspectives historiques, XIXe-XXe siècles*, Neuchâtel, Éditions Alphil-Presses universitaires suisses, 2014.

47. Sandrine Kott, *L'Allemagne du XIXe siècle*, Paris, Hachette, 2020 (première édition en 1999) ; *L'État social allemand. Représentations et pratiques*, Paris, Belin, 2000.

48. Alexandre Fernandez, *Du fer et des fueros…,* ouvr. cité.

49. Philippe Foro, *L'Italie fasciste*, Paris, Armand Colin, 2016 ; *L'Italie de l'Unité à nos jours*, Paris, Ellipses, 2009.

50. Sylvie Vabre, *Le sacre du roquefort. L'émergence d'une industrie agroalimentaire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes-Presses Universitaires François Rabelais, 2015.

51. Michael Llopart, *Entre l'État, l'Usine et le Marché : le « Problème de l'Azote » en France. Retour sur les débuts controversés d'une entreprise publique durant l'Entre-deux-guerres. L'Office national industriel de l'Azote (1924-1940)*, thèse soutenue le 20 juin 2020, Université Toulouse-Jean Jaurès, sous la direction d'Alain Boscus et Jean-Marc Olivier.

52. Rémy Pech et Rémy Cazals (dir.), *Jaurès, l'intégrale des articles de 1887 à 1914 publiés dans La Dépêche*, Toulouse, Privat-La Dépêche, 2009.

© Armand Colin. Toute reproduction non autorisée est un délit

CHAPITRE 1

Le monde du travail en Grande-Bretagne : à l'avant-garde des sociétés industrielles (années 1830-années 1930)

Jean-Pierre DORMOIS

SOMMAIRE

1 Marché du travail et types d'emplois vers 1830 13
2 La fin des paysans 21
3 L'atelier du monde : 1830-1870 24
4 Législation du travail et organisation de la formation 42
5 L'assistance et la protection sociale 49
6 Le mouvement ouvrier 55
7 La Première Guerre et l'après-guerre 62
8 La crise de 1929 et ses répercussions 72
Conclusion 78

La Grande-Bretagne a été le « pays pionnier » dans le processus d'industrialisation et d'avènement de la « croissance économique moderne » qui a redéfini en Occident, les formes du travail, expression d'une nécessité individuelle et de normes collectives. Cette mutation a entraîné des changements profonds dans la conception même du travail fourni à autrui qui est passé d'une obligation statutaire à une transaction volontaire qui

9782200629762_P001-432.indb 8 19/11/2020 14:10

avait son « prix ». Cette « marchandisation » a été la contrepartie de la « libération » des énergies individuelles du carcan imposé par la société traditionnelle d'« ancien régime ». Comme pour la libération des esclaves après la guerre de sécession, cette libération a d'abord été saluée comme un progrès par les contemporains mais elle fut décriée par la suite comme une nouvelle logique d'asservissement (la prolétarisation) – au prix probablement d'une idéalisation des conditions de vie et des relations sociales dans la société pré-industrielle. Cette transition graduelle de la société traditionnelle à base agricole vers la société industrielle peut être décrite de façon stylisée comme le fait Joel Mokyr :

	Taux initial de croissance annuelle (%)	**Part des secteurs dans l'économie (%)**			
		t	*t+30*	*t+60*	*t+100*
Secteur traditionnel	1	95	82	51	13
Secteur moderne	5	5	18	49	87
Économie	1,2	100	100	100	100
Phases		0	1	2	3

Au point de départ (t) l'économie nationale est dominée par un énorme secteur traditionnel (agricole essentiellement) à la croissance très lente (1 % par an) ; le secteur moderne n'est qu'un embryon : il ne représente que 5 % de l'ensemble mais sa croissance est beaucoup plus forte (5 % par an). Par le jeu de ces taux de croissance différentiels, ce secteur arrive à concentrer 18 % des ressources au bout d'une génération (30 ans) et la moitié au bout de 60 ans. En un siècle (*t+100*) l'économie a été complètement transformée : le secteur traditionnel n'est plus qu'un reliquat (13 %). Ce modèle peut être appliqué à l'évolution de l'économie britannique avec un point de départ vers 1780 mais il fonctionne aussi pour toute économie en phase d'industrialisation (en ajustant les repères chronologiques).

En plus de sa précocité, et probablement à cause d'elle, la mutation industrielle de la société britannique se caractérise aussi par son étalement dans le temps (les « pays suiveurs » ont fait ça plus rapidement). Les historiens s'accordent aujourd'hui pour penser que cette mutation a « mûri » sur une période beaucoup plus longue qu'un siècle et se serait mise en branle dès le début du XVIIIe siècle. C'est que, pour arriver à bon port, elle a dû coordonner trois processus distincts : la transition démographique, la réalisation de l'autosuffisance alimentaire et une capacité d'absorption soutenue du secteur « moderne ». Chacun possédait ses ressorts de développement propres mais réagissait en même temps sur les autres : l'amélioration des rendements agricoles « libérait » de la main-d'œuvre pour les autres activités mais celles-ci devaient être en mesurer d'intégrer ces nouveaux éléments plus nombreux du fait de la croissance démographique. Pour qu'un tel « alignement des planètes » se produise il a fallu une combinaison, selon la formule d'Anthony Wrigley (2004) « de continuité, de changement et de hasard » et l'ajustement, jamais parfaitement réalisé, a connu des pannes et des ralentissements : l'industrialisation n'a pas été « un long fleuve tranquille ».

© Armand Colin. Toute reproduction non autorisée est un délit

Dans les trente dernières années, trois champs de recherche sont venus en outre changer notre façon d'aborder l'histoire économique et sociale de cette période.

Les leçons de la comptabilité rétrospective de la croissance ont permis de mieux mesurer les conditions matérielles d'existence au début du processus d'industrialisation. En 180 ans (depuis 1820) le « système capitaliste » (ou si on préfère l'économie industrielle) a multiplié – pour le meilleur et pour le pire – le pouvoir d'achat et le niveau de vie moyen des habitants de Grande-Bretagne, par un facteur de 12, ce qui représente une augmentation de 1 100 %. Dans le même temps, la population de la Grande-Bretagne est passée de 14 à 58 millions d'habitants. Nonobstant cette augmentation, la croissance moyenne du revenu réel par tête – qui tient donc compte de la croissance de la population, a été de 1,4 % par an[1]. Encore y a-t-il des arguments qui plaident en faveur d'une sous-évaluation (due à la difficulté de quantifier l'évolution de la *qualité* des biens). Cette conclusion semble à peine croyable car les historiens ont, pendant des décennies, écrit la chronique des crises successives du « système » capitaliste au cours desquelles la situation des classes laborieuses semblait s'être dégradée, au moins autant qu'au cours des phases d'amélioration qui les avait précédées et où les inégalités semblaient sinon avoir empiré, du moins être resté du même ordre. Pourtant cette observation semble vérifiée empiriquement et avoir été la règle pour tous les pays dits développés.

Le tournant « global » pris par l'histoire économique a aussi apporté une nouvelle perspective sur les économies des XVIIIe et XIXe siècles. À l'aune planétaire, on s'est ainsi rendu compte que les salaires anglais de cette période, qu'on avait toujours considérés comme des salaires de subsistance ou de misère, étaient alors les plus élevés au monde. Cette présomption venait de ce que les historiens avaient depuis longtemps repéré que ceux-ci avaient stagné depuis le XVe siècle (notamment vis-à-vis de la rente foncière). Mais la comparaison des niveaux avec d'autres contrées, particulièrement en Europe et en Asie, n'avait jamais été faite. D'une certaine façon, il est donc correct de dire que « l'Angleterre a commencé riche » (McCloskey). Ainsi les débuts de la révolution industrielle dans ce pays se comprennent mieux : c'est là où le travail était le plus cher pour les entrepreneurs (en Angleterre) qu'il leur convenait de l'économiser en introduisant des machines.

Un tel changement de perspective a amené à réévaluer le rôle du capital dans le développement « capitaliste » depuis le XIXe siècle. Les historiens étaient confrontés à une énigme. D'une part il n'était pas douteux, comme l'avaient déjà remarqué les contemporains, que la croissance de la productivité du travail avait dépendu pour une large part d'une augmentation de la « formation du capital » (qui se traduisait en investissements en bâtiments, machines, équipement). Mais les données disponibles montraient que celle-ci était restée très faible jusqu'à la fin du XIXe siècle (en deçà de 10 % du PIB). L'industrialisation s'était donc réalisée, au moins dans sa

1. Ces calculs résultent des travaux pionniers d'Angus Maddison (1926-2010) et poursuivis par le Maddison Project à l'université de Groningue (Pays-Bas) : www.rug.nl/ggdc/historicaldevelopment/maddison

première phase, avec une grande économie de capital – et en cela la Grande-Bretagne se distinguait des « pays suiveurs » (États-Unis, Allemagne, Japon…). Ainsi le capital avait été une condition nécessaire mais loin d'être suffisante. Du même coup, la « plus-value » extorquée au travail des ouvriers, le trésor caché des capitalistes, disparaissait corps et biens : sa redistribution par confiscation arbitraire aurait représenté « une goutte d'eau » pour les bénéficiaires. Bref, il n'a jamais existé de « raccourci » à la société d'abondance.

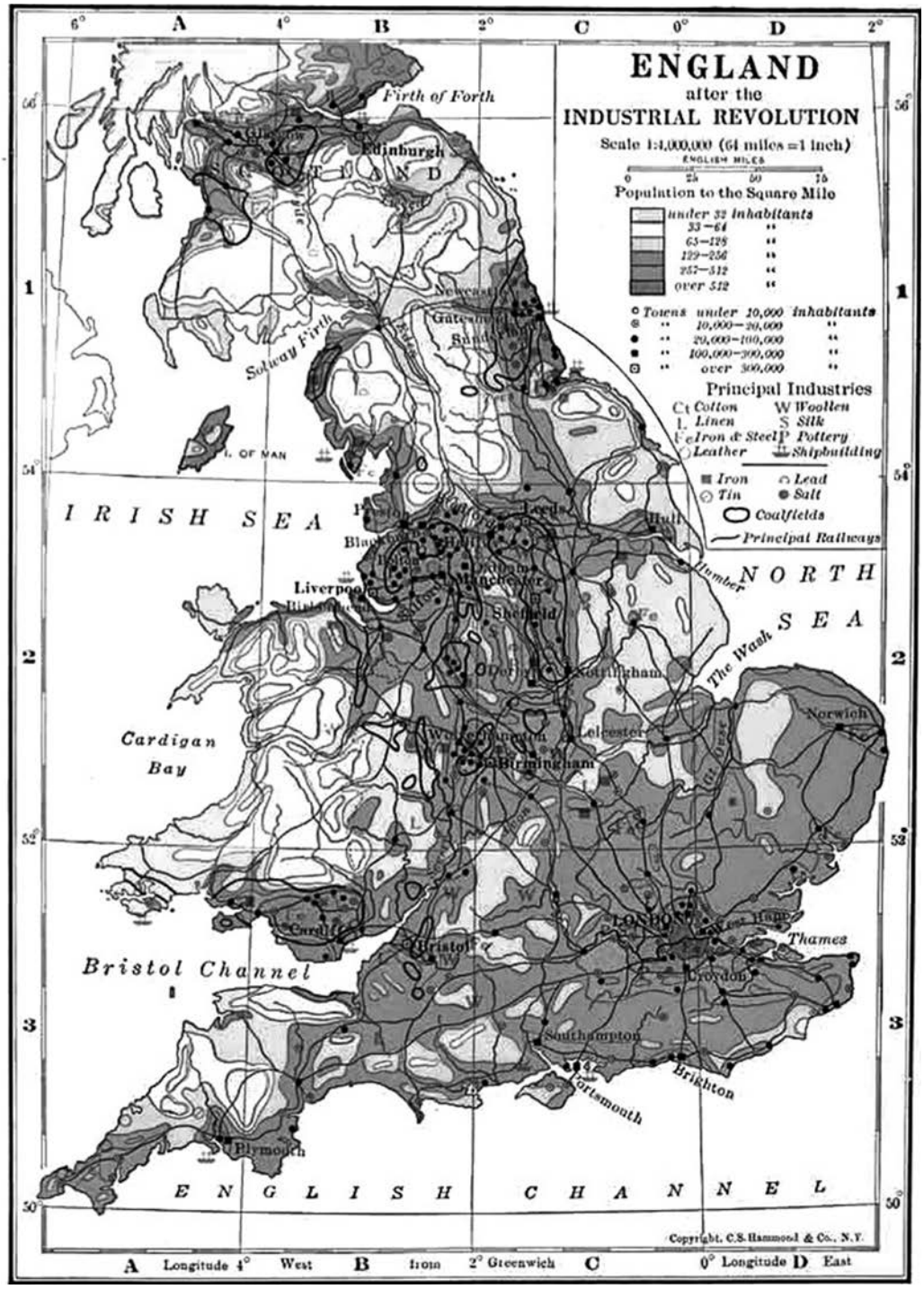
Tous ces travaux récents ont incité les historiens à minimiser, voire à annuler l'exceptionnalisme de l'expérience britannique dans les derniers siècles et à se débarrasser de certaines conclusions formulées par l'historiographie « classique » trahissant son tropisme ethnocentrique voire nationaliste. La précocité de l'industrialisation dans ce pays s'explique « tout simplement » par des conditions objectives qui auraient pu se produire (et se sont produites) ailleurs, dans les rapports entre les prix du capital et du travail. Ainsi le « rattrapage » progressif des « pays-suiveurs » avait beaucoup moins à faire avec l'émulation du « modèle » britannique qu'avec l'émergence de conditions favorisant le développement industriel et ses séquelles. Sa diffusion dans les pays voisins puis à tout le Continent au XXe siècle était inscrite d'avance dans les faits si on considère que les dotations en « capital humain[2] » (les aptitudes physiques et mentales des populations) constituaient un fonds commun à tout le Continent – comme plusieurs régions en firent la démonstration dès le XIXe siècle.

L'étude du cas britannique conserve néanmoins une vertu « heuristique » à cause de son antériorité, de la richesse de la documentation existante et de l'intérêt qu'il a suscité parmi les générations précédentes. Cette situation explique qu'il a été longtemps question d'en faire un archétype du développement industriel alors que les circonstances et les conditions locales particulières avaient déterminé en grande partie les modalités adoptées par les acteurs du temps.

L'évolution séculaire des années 1830 aux années 1930 peut facilement s'envisager en trois « séquences » successives selon le calendrier mentionné plus haut : ayant « une longueur d'avance », la Grande-Bretagne paracheva le second stade de la première industrialisation entre 1830 et 1870. Au moment de la « grande dépression » (1873-1896) et de l'arrivée sur le marché des technologies de la « seconde révolution industrielle » elle entra dans la troisième phase qui l'amena au dernier stade à la veille de 1914 – où l'emploi salarié stable, entre autres, devint la norme. Alors s'ouvre, comme pour le reste du monde, une période troublée, scandée par la guerre et les crises où la société industrielle dut faire face à la montée et la persistance du chômage de masse, une « crise de confiance ». Les contradictions de la société industrielle apparues au moment de cette crise, ne seront finalement résolues qu'avec la création de l'État-providence (*welfare state*) après 1945.

2. Que les théoriciens de la croissance ont aujourd'hui de plus en plus tendance à valoriser, au détriment des dotations en « capital fixe » (cf. le chapitre de Robin Philips et Vincent Delabastita dans ce volume).

© Armand Colin. Toute reproduction non autorisée est un délit



Carte 1 – La Grande-Bretagne industrielle vers 1830

1 Marché du travail et types d'emplois vers 1830

La grande nouveauté qui frappe les visiteurs étrangers en Angleterre, assez nombreux dans les années 1820-30, c'est naturellement les « usines à feu » c'est-à-dire les établissements industriels équipés de machines actionnées par la force de la vapeur qui permettent d'effectuer des tâches autrefois impossibles. Comme l'écrivait Emile Martin (1824-1915, l'inventeur du « four Martin ») à l'industriel Benoist d'Azy (1796-1880) : « Il ne faut rester trop longtemps loin de ce pays [l'Angleterre] ou on risque de trouver les choses trop avancées depuis la dernière fois qu'on les a vues. »[3] Ces attractions spectaculaires elles-mêmes suggéraient des transformations moins visibles aux racines déjà anciennes dans l'organisation de la vie collective. Si le « décollage industriel » signifie effectivement l'avènement de l'économie « moderne », la plus décisive fut sans conteste la « marchandisation » du travail et l'émergence d'un large « marché du travail » bientôt étendu aux dimensions du territoire national.

1.1 Les effets de la Révolution industrielle

Le IVe recensement de la population britannique, réalisé le 30 mai 1831, révéla que la Grande-Bretagne avait doublé sa population en cinquante ans, passant de 8,3 à 16,5 millions d'habitants (quand celle de la France n'avait crû dans le même temps que de 16 %). En l'absence de crise malthusienne majeure (du type de celles qui avaient plafonné la population de l'archipel jusque dans les années 1740), ce doublement suggérait une expansion radicale de la base économique, l'émergence d'un « nouveau paradigme » : la prédiction de Malthus selon laquelle la croissance démographique serait toujours tenue en lisière par les ressources naturelles du pays, avait été tenue en échec.

De façon quelque peu contre-intuitive, la réduction des emplois agricoles induite par l'industrialisation fut concomitante de la fin des pénuries alimentaires, récurrentes avant 1700 – moins d'agriculteurs, mais plus de calories (et de protéines) disponibles. Au cours du XVIIIe siècle, grâce à l'amélioration des rendements, l'Angleterre était successivement passée de la position d'autosuffisance alimentaire, puis d'exportateur net à celle d'importateur net de denrées alimentaires « de base » : les céréales.

Dans l'immédiat, le redéploiement des forces productives n'eut pas de répercussions spectaculaires : le niveau de vie moyen devait mettre au moins deux, voire trois générations avant de s'améliorer de façon appréciable. Au contraire, l'industrialisation allait créer nombre de nuisances et induire une détérioration des conditions de vie pour de larges segments de la population laborieuse – un phénomène qui amena les premiers observateurs à juger qu'elle constituait une espèce de descente aux enfers et à chercher les moyens d'y remédier.

3. Cité dans Robert Locke, *Les fonderies et forges d'Alais*, Paris, Marcel Rivière, 1978, p. 154.

© Armand Colin. Toute reproduction non autorisée est un délit

Comme l'a écrit un historien récemment, un contemporain transporté dans l'Angleterre des années 1830 aurait l'impression de visiter un pays du tiers-monde[4]. Le niveau de vie moyen mesuré par le PIB par habitant était comparable à ceux des pays les plus pauvres aujourd'hui (équivalent à $6 par jour) et en cela guère différent de ce qu'on trouvait sur le Continent à la même époque. En dépit de l'amélioration de la production alimentaire au cours des décennies précédentes, la consommation calorique journalière moyenne resta en deçà des 2 400 calories nécessaires jusqu'au milieu du XIXe siècle. Le niveau de vie « biologique » mesuré par la taille moyenne des jeunes gens enrôlés dans l'armée et la marine atteste même d'une détérioration de l'alimentation dans la première moitié du XIXe siècle. L'espérance de vie à la naissance[5] resta inférieure à 40 ans jusqu'au milieu du siècle – peu différente encore une fois de celle observée dans le reste du Continent. Enfin, la mortalité infantile en milieu urbain, indice essentiel qui renseigne sur les conditions sanitaires et la qualité de la vie, restait élevée (de l'ordre de 300 ‰) bien supérieure à celle des pays les plus pauvres d'aujourd'hui.

1.2 Les structures sociales

Sur la base des premiers recensements de la population et des renseignements fournis par l'impôt sur le revenu (introduit en 1798) Patrick Colquhoun (1745-1820) fut un des premiers à mettre des chiffres sur une description de la société de son temps[6] dans une étude qui devait par la suite inspirer nombre d'émulateurs.

À l'instar de son contemporain Saint-Simon (1760-1825), Colquhoun envisage la société comme un ensemble partagé entre productifs (les « abeilles ») et oisifs (les « frelons »), ces derniers vivant de transferts ou prélèvements sur le secteur productif. Même s'il ne prend en compte que la production physique de biens matériels (excluant ainsi les services) son estimation du revenu national s'avère étonnamment proche des résultats obtenus depuis en comptabilité nationale rétrospective (environ 300 millions de livres sterling à prix courants). Ce qui paraît stupéfiant, c'est la taille qu'il assigne à la « rente » prélevée par les classes dominantes sur les classes « productives » : 44 % du revenu national (37 % en excluant le secteur éducatif[7]) – ce qui conférait aux premières un niveau de vie supérieur au second. On ne s'étonne pas qu'une telle conclusion – évidemment exagérée – ait nourri les débats des années 1820-1830 sur la part disproportionnée prise par la rente foncière (chez David Ricardo en particulier) et influencé le jeune Marx.

……..

4. Alexis de Tocqueville ne fut pas exactement transporté d'admiration par ce dont il fut le témoin à Birmingham ou à Manchester en 1833 et 1835 (*Voyage en Angleterre et en Irlande*).
5. Elle reste fortement obérée par la mortalité infantile.
6. Patrick Colquhoun, *A Treatise on the Wealth, Power and Resources of the British Empire*, 1814.
7. On notera la différence de traitement entre les artistes (« productifs ») et les enseignants (« improductifs »)… Il convient de noter néanmoins que Colquhoun envisage bien une contribution positive, mais immatérielle, à la création de la richesse nationale, de la part des classes « oisives » (Colquhoun, *Treatise,* chap. IV p. 126).

Tableau 1 – La répartition de la population et des revenus selon Colquhoun (vers 1815)

	Familles	Individus	Revenu	
	(en milliers)		(millions de £)	par tête (en £)
Agriculture, extraction minière	1 302	6 129	107,3	17,50
Commerce, construction navale, manufactures etc.	1 507	7 072	183,9	26,00
Beaux-Arts	5	25	1,4	56,00
Population productive	**2 814**	**13 226**	**292,6**	**22,12**
Famille royale, noblesse, gentry	47,4	416,8	58,9	141,4
Administration, finances publiques, armée, marine, pensionnés	152,0	1 056,0	34,0	32,2
Clergé, hommes de loi, médecins, etc.	56,0	281,5	17,6	62,5
Écoles, universités, divers	45,3	567,9	17,6	30,9
Indigents et criminels	387,1	1 548,4	9,9	6,4
Oisifs	**688**	**3 871**	**138,0**	**35,6**

En dépit de l'absence de la notion de population active (apparue beaucoup plus tard), Colquhoun estime que les trois quarts des Britanniques étaient dépendants d'un travail manuel pour leur subsistance. En bas de l'échelle sociale, près de 10 % de la population, soit 1,8 million de personnes[8], étaient incapables, pour des raisons diverses, de subvenir à leurs besoins quotidiens (alimentaires avant tout). L'auteur met dans ce groupe : « Indigents, vagabonds, gitans, brigands, personnes sans aveu et autres qui vivent de la délinquance et du crime ». Les indigents constituaient effectivement pour le reste de la société une « classe dangereuse »[9] ; ils (sur)vivaient sous le seuil de pauvreté (ce qu'on qualifie aujourd'hui de « pauvreté absolue ») que l'auteur fixe à 10 livres sterling de l'époque par an (l'équivalent de 1 500 € d'aujourd'hui) et dépendaient pour leur survie (éventuelle) de la charité publique.

8. À titre de comparaison on estime aujourd'hui le nombre des « *homeless* » (sans abri) au Royaume-Uni à 320 000 (soit 0,5 % d'une population de 66 millions d'habitants).

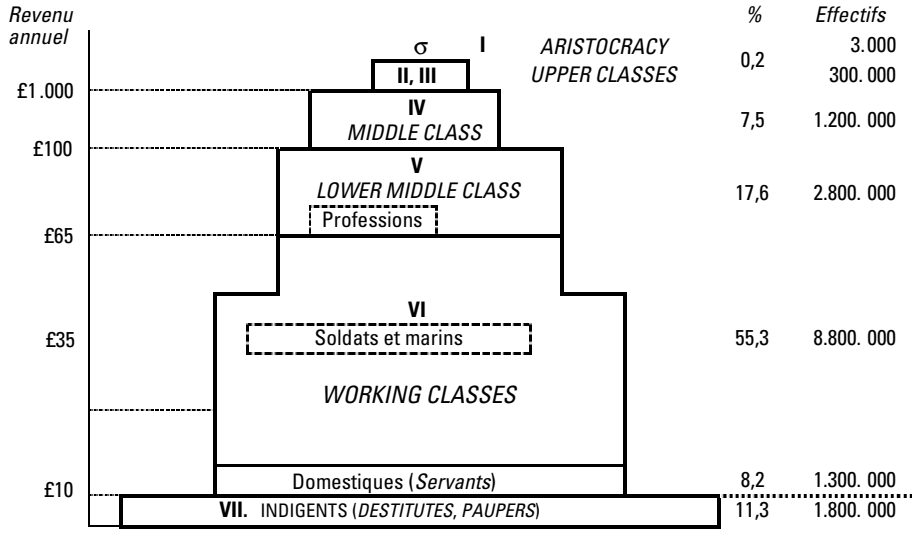
9. Une activité criminelle particulièrement répandue sur les côtes du sud-ouest de l'Angleterre dans ces années était celle des « naufrageurs » qui attiraient sur des récifs à l'aide de fanaux, des navires chargés de marchandises qu'ils mettaient au pillage après avoir passé l'équipage au fil de l'épée (cf. *L'auberge de la Jamaïque* de Daphné du Maurier, adapté au cinéma par Alfred Hitchcock).

© Armand Colin. Toute reproduction non autorisée est un délit

Celle-ci était organisée de façon systématique en Angleterre et en Écosse depuis la Réforme protestante du XVIe siècle : la loi sur les pauvres (*Poor Law*) de 1601 l'avait généralisée qui faisait obligation aux paroisses de subvenir aux besoins des indigents présents sur leur territoire[10]. L'intention était charitable mais pas sans arrière-pensées : il y allait aussi de l'ordre public.

1.3 L'organisation de la production

La proportion des « purs » rentiers était certainement beaucoup moindre que ne l'avait décidé Colquhoun (en déniant une valeur économique au travail intellectuel), et la « classe de loisir » (comme l'appela le sociologue Thornstein Veblen au début du XXe siècle) ne comprenait en fait que les échelons supérieurs de la société britannique (classes I-III sur le graphique 1) et probablement les trois-quarts de la « *Middle class* » (classe IV). On peut donc estimer à 1,3 million le nombre de personnes vivant des revenus de leurs propriétés dans le premier tiers du siècle, soit 8 % de la population (en chiffres absolus ce nombre resta à peu près stable jusqu'à la fin du siècle[11]). Par conséquent, tout le reste, soit 82 % de la population, devait gagner sa vie « à la sueur de son front » ; on peut répartir le monde du travail, de façon quelque peu arbitraire, en trois groupes distincts.



Graphique 1 – La pyramide sociale britannique selon Colquhoun (vers 1815)

10. Cf. chapitre 5.

11. En 1891 le nombre de foyers assujettis à l'impôt sur le revenu (cf. *infra*) était de 375 000 (représentant 1,875 million de personnes). Mais les rentiers ne représentaient que les 3/5 de ce total.

Au-dessus de la catégorie des indigents (classe VII), on trouve l'énorme masse des travailleurs manuels qui regroupe plus de la moitié de la population. Un tiers de ceux-ci travaille encore dans l'agriculture, soit comme exploitants, soit comme ouvriers agricoles (la conjointe peut avoir un autre métier). Les deux autres tiers exercent dans ou sont intégrés à l'économie urbaine. Au point de vue des revenus et du niveau de vie, cette masse se répartit en trois groupes d'importance comparable : un tiers qui sont « à l'aise » (« *comfortable* »), un tiers qui sont à peu près assurés de leur sort (« *secure* ») et un tiers qui sont précaires (« *precarious* »). Leur sort dépend énormément de l'environnement extérieur, et moins de leurs aptitudes qui trouvent ou pas à se réaliser. Le tiers supérieur est constitué des ouvriers qualifiés comme les mécaniciens qui savent faire marcher les machines à vapeur et surtout des artisans détenteurs d'un savoir-faire spécialisé (même dans les métiers traditionnels). Le deuxième groupe est constitué des ouvriers « spécialisés » qui ont acquis une employabilité en particulier dans les industries (textiles, métallurgie, mines) et qui peuvent compter sur des revenus réguliers – au moins à court ou moyen terme. Le troisième tiers est constitué d'ouvriers manuels, généralement « polyvalents » qui vivent, sinon au jour le jour, du moins de la semaine à la semaine (le salaire hebdomadaire resta la règle jusqu'au milieu du XXe siècle) ; ils remplissent les interstices de la production et sont indispensables à son fonctionnement dans les travaux des champs (saisonniers), le bâtiment, la manutention, le convoyage et le transport ou bien ils sont chargés de tâches intermédiaires (entretien, réparation). Étant donné leur polyvalence, ils sont facilement substituables. Le service domestique qui occupa tout au cours du XIXe siècle, toujours beaucoup plus d'actifs que les grandes industries, sert de « sas » pour des ruraux sans qualification désireux d'intégrer l'économie urbaine (ou un emploi relativement stable). Jusqu'en 1930 la Grande-Bretagne a eu une proportion de domestiques beaucoup plus importante que partout ailleurs, signe de la prégnance des modes de vie aristocratiques, mais elle était peut-être aussi le pays où les conditions de ce travail étaient probablement les plus avenantes (en fait la représentation graphique devrait en faire, en prenant en compte le logis et le couvert, une catégorie transversale du point de vue des revenus).

La « *middle class* », qualifiée par Marx par le terme français de « bourgeoisie », comprend à la fois des rentiers de la terre qui, pour s'assurer un revenu annuel de 100 £ (2 500 Fr.) possèdent un patrimoine d'une valeur d'au moins 2 500 £ et des individus (et leur famille) qui exercent une profession exigeant des qualifications rares à l'époque et susceptible de leur procurer des revenus équivalents. Colquhoun y discerne « le clergé et les administrateurs civils, les hommes de loi et médecins, précepteurs, les *freeholders* (propriétaires terriens) respectables, les armateurs, négociants et industriels, propriétaires d'entrepôts et de magasins importants, artistes, maîtres de chantiers, ingénieurs ». La moitié supérieure de cette classe s'acquitte de l'impôt « sur le revenu » (qui n'est payé que par les plus fortunés) réintroduit par Robert Peel en 1842[12].

12. Au cours du XIXe siècle, le « plancher » au-dessus duquel un ménage était imposable, a oscillé entre 150 et 160 £ de revenus par an. Il couvrait cinq catégories de revenus : fonciers, commerciaux, mobiliers, profits et revenus du travail. Le « premier » impôt sur le revenu, introduit pour financer les guerres de la Révolution et de l'Empire, avait été abrogé en 1816.

© Armand Colin. Toute reproduction non autorisée est un délit

Cette classe était destinée à devenir le « centre névralgique » de la société industrielle et allait après 1945 devenir majoritaire.

Au-dessus se trouvaient les « classes supérieures » constituées essentiellement (les 4/5) de grands propriétaires fonciers qu'on qualifie de noblesse « seconde » (non titrée) ou *gentry* (240 000 personnes) et pour un cinquième de ce qu'on a appelé sous la Monarchie de Juillet, les « capacités », des *self-made men* ou des héritiers qui disposaient de revenus annuels comparables, c'est-à-dire plus de 1 000 £ par an, ou 25 000 francs (soit des « demi-millionnaires » en francs) : « Prélats, hauts fonctionnaires, stars du barreau et de la chirurgie, négociants, capitaines de l'industrie et banquiers » ainsi que les décrit Colquhoun (voyez Balzac !). On voit que les « hommes du nouveau monde » (industriels et banquiers) y tenaient une part relativement modeste et il leur fallut du temps avant d'être admis dans la « bonne société » : le titre de baron accordé à Arthur Guinness en 1880 déclencha une campagne de presse où on accusa le gouvernement de rabaisser le « *peerage* » (la pairie, l'admission à la chambre des Lords) au niveau du « *beerage* »[13]…

Au sommet trône l'aristocratie, très réduite en effectifs (3 000 personnes) par rapport à ce qu'on trouve sur le Continent (110 000 à 140 000 nobles en France avant 1789[14]) et contrôlant une part de la richesse nationale sans équivalent : en ce début de XIXe siècle 1 % de la population adulte détenait 70 % de la propriété foncière, l'essentiel du capital existant alors dans le royaume.

Tableau 2 – Répartition des différents types de revenus de 1810 à 1870

(en millions de £)	1810-1819	1820-1829	1830-1839	1840-1849	1850-1859	1860-1869
Revenus du travail	180,4	194	226,4	276,4	328,2	414
Revenus de la propriété*	85,5	84,4	87,5	93,4	104,3	135,2
Revenus du capital	26,2	27,4	30,4	35,6	41,1	51,6
Impôts indirects	30,6	31	27,5	27,9	30,2	32,2
Valeur ajoutée brute	322,7	336,8	371,8	433,3	503,8	633
PIB (nominal)	296,5	309,4	341,4	397,7	462,7	581,4
Deane & Cole (1967)	250	259	319	403	485	633
Part du travail dans la valeur ajoutée	0,56	0,58	0,61	0,64	0,65	0,65

* bâtie et non bâtie (comprend les impôts directs). Source : Mitchell, 1988.

Un des derniers livres de Walt Whitman Rostow (1916-2003), l'auteur fameux des *Étapes de la croissance* (1960) et bon connaisseur de l'économie britannique du XIXe siècle, le sujet de sa thèse (Rostow, 1948), s'intitule *Pourquoi les pauvres*

13. Le consortium des brasseurs était accusé d'avoir financé le parti gouvernemental (Libéral).
14. On se souvient du sarcasme de Voltaire : « En Allemagne on a déjà vu trente altesses du même nom ».

s'enrichissent et les riches perdent pied (Rostow, 1980). Ce titre pourrait servir d'épitaphe à l'évolution qu'on perçoit dans l'économie britannique et sur laquelle on est beaucoup mieux renseigné qu'aucune des autres pour la même époque. Entre 1810 et 1870, le revenu national a globalement doublé et les revenus des capitalistes ont suivi le même rythme. La rente foncière, par contre, qui préoccupa tant Ricardo et plus tard, Henry George (1839-1897), ne crût que de 60 % entre les deux dates et la part des revenus du travail augmenta d'un facteur de 2,3, représentant 65 % de la valeur ajoutée en fin de période (les gains devaient ensuite ne croître que de quelques points, culminant à 70 % dans la période des « Trente glorieuses »)[15]. Une part grandissante de la richesse produite dans la société industrielle revenait donc au travail. Jusqu'en 1914, les classes possédantes conservèrent plus au moins des effectifs stables mais, avec la croissance de la population, leur importance numérique s'est trouvée proportionnellement réduite. De fait, les inégalités de patrimoine, comme ailleurs en Europe (Piketty), n'ont guère bougé entre 1815 et 1914.

1.4 Variété des professions, rareté de l'emploi régulier

Sous-urbanisée par rapport au reste de l'Europe jusqu'en 1600, la Grande-Bretagne s'était engagée dans les deux siècles qui suivirent, dans un processus d'urbanisation qui précéda l'industrialisation, même si celle-ci, une fois entamée, contribua à accélérer, en retour, la croissance urbaine. En 1800, 35 % des Britanniques résidaient dans des localités de plus de 2 500 habitants ; ils étaient 50 % en 1851 (et 80 % en 1890)[16]. Ce phénomène suggère le développement précoce d'une foule de métiers, en milieu urbain, dans le commerce et l'artisanat en une « immense mosaïque professionnelle » (F. Bédarida). C'était le monde de la boutique et de l'atelier (les deux fonctions de fabrication et de vente étant associées comme l'indique le terme « *shop* ») qui impliquait de se mettre « à son compte ». Ainsi l'immense majorité des actifs dans ce monde étaient de petits producteurs indépendants travaillant seuls ou avec leur conjoint ou un « compagnon » ou apprenti. À côté de ceux qui avaient « pignon sur rue », coexistait une foule de sous-traitants et d'intermédiaires qui venaient soit décharger les commerçants et artisans en cas de besoin ou leur servaient de livreurs, factotums etc. Beaucoup d'ouvriers étaient itinérants, disposaient de quelques outils spécialisés et étaient rémunérés à la tâche, la révolution industrielle ayant produit une « foule de gadgets » pour lesquels l'entretien et la réparation fournissaient des emplois à nombre de raccommodeurs de porcelaine et de livreurs de charbon.

15. Aujourd'hui elle est de l'ordre de 68 % (mais de 62 % dans l'industrie).

16. En 1870, le taux d'urbanisation était de 36,1 % en Allemagne et de 31,1 % en France où il atteignit 50 % au recensement de 1931. La limite inférieure d'une localité agglomérée dans une « ville » oscille entre 2000, 2 500 et 3 000 habitants.

© Armand Colin. Toute reproduction non autorisée est un délit

Ainsi jusqu'à la fin du siècle, la structure professionnelle présentait-elle une extraordinaire variété, « un mélange hybride d'archaïsme et de modernité » (F. Bédarida). Les artisans énumérés au tableau 3 ont constitué longtemps une main-d'œuvre plus nombreuse que les ouvriers d'usine. Ce n'est qu'à partir des années 1880 que l'emploi salarié prit la place en importance des ouvriers indépendants.

Tableau 3 – Les neuf professions masculines les plus fréquemment relevées dans le *Census* de 1851

		% des emplois masculins (adultes)
1.	Cordonnier	3,74
2.	Menuisier	2,83
3.	Maçon[17]	2,7
4.	Tailleur	2,1
5.	Maréchal-ferrant	1,62
6.	Boutiquier	1,47
7.	Tavernier	1,18
8.	Boucher	1,09
9.	Boulanger	0,84
	Total des 9 professions	17,57

Source : Wrigley, 2004, p. 93.

L'emploi salarié où le « prolétaire » ne dispose que de sa force de travail et que l'analyse marxiste a imaginé comme étant des ruraux déracinés, a longtemps été l'exception. Les premières générations d'ouvriers des usines furent recrutées de façon disproportionnée parmi les femmes et les enfants à cause de la réticence des hommes adultes à se soumettre à une condition qui s'apparentait à celle des domestiques. Comme l'a exprimé David Landes : « On a pris ceux qui ne pouvaient pas dire non ». Et de fait, l'emploi en usine (par rapport à l'atelier où on travaille à son rythme) a nécessité un embrigadement et une formation à la discipline. Un exemple éloquent et paradigmatique est offert dans les années 1830-1840 par le cas des tisseurs à bras (*handloom weavers*) qui après avoir connu une période faste (entre 1795 à 1815) furent confrontés à la mise sur le marché d'un métier mécanique (le métier Roberts en 1830) qui abaissa considérablement le coût du tissage. Le nombre de tisseurs à bras s'effondra de 400 000 à 100 000 et leurs salaires connurent une chute prononcée (ce travail demandait un certain savoir-faire et était relativement bien payé). En 1835 le Parlement nomma une commission d'enquête qui recommanda de fixer un salaire minimum (1837). Mais le tissage à bras, très développé dans les Midlands, et qui devait perdurer sur le Continent pendant encore quelques décennies, était condamné en Angleterre.

17. Catégorie qui regroupe deux dénominations de la nomenclature d'origine : les *masons* qui possèdent la technique de monter un mur (et savent donc faire le mortier) et les *bricklayers* (poseurs de briques) qui leur servent d'assistants et correspondent aux « manœuvres ».

9782200629762_P001-432.indb 20 19/11/2020 14:10

2 La fin des paysans

À la fin de l'été 1830 éclata dans le Kent, au sud de l'Angleterre, une révolte d'ouvriers agricoles qui prirent comme figure tutélaire (et mythique), un certain *Captain Swing* – il signait ainsi des lettres de menace adressées aux grands propriétaires et aux autorités du lieu[18]. Le mouvement, qui gagna bientôt l'*East Anglia*, fut déclenché par l'introduction de batteuses mécaniques (actionnées par des chevaux) qui les condamnaient, comme les tisseurs à bras, au chômage ou à des salaires misérables[19]. Le terme dont s'affublèrent les révoltés, « *the last labourers* », est emblématique des traumatismes engendrés par une mutation alors en cours et qui devait s'achever au XXe siècle : l'agriculture « paysanne » ou de subsistance sur des lopins familiaux laissait de plus en plus la place à une agriculture spécialisée à grande échelle et commerciale. La mue devait s'achever en Angleterre dans les années 1880, avec quasiment un siècle d'avance sur les pays du Continent. Ainsi, les fermes s'agrandissaient grâce au remembrement et devenaient des « exploitations » agricoles dont la propriété et la gestion étaient désormais séparées. Les propriétaires (absentéistes le plus souvent) affermaient par des baux pluriannuels leurs terres à des fermiers qui eux-mêmes faisaient appel à de la main-d'œuvre salariée pour les travaux des champs. Une fameuse scène de *Tess d'Urberville* de Thomas Hardy (1891) décrit le « marché » matinal où les fermiers viennent sur la place du bourg choisir et engager les ouvriers agricoles dont ils ont besoin.

2.1 De l'autosuffisance à la dépendance alimentaire

À cette date, la Grande-Bretagne était beaucoup plus avancée dans cette direction que ses voisins continentaux (à l'exception de la Hollande) où la majorité de la population était encore constituée de petits paysans parcellaires (ceux qui approvisionnaient les marchés urbains étaient une minorité de grandes exploitations). Au recensement britannique de 1831, seulement 28 % des familles recensées (et 25 % des actifs) étaient classées comme travaillant « principalement dans l'agriculture » et cette proportion ira s'amenuisant au cours du siècle (15 % en 1871, 8 % en 1901) anticipant de presque un siècle l'évolution suivie par les autres pays d'Europe de l'Ouest.

Ce cours des choses, encore atypique parmi les pays voisins, avait des racines anciennes. On estime que vers 1700, moins de la moitié des actifs travaillaient encore dans l'agriculture en Angleterre. À cette date, la Grande-Bretagne (peuplée alors de seulement 5 millions d'habitants) était devenue autosuffisante, et même souvent

18. Cf. Eric Hobsbawm, George Rudé, *Captain Swing : A Social History of the Great English Agricultural Uprising of 1830*, London, Pantheon Books, 1968.

19. Le bris de machines, assez fréquent au moment de la révolution industrielle, a reçu le nom de « luddisme » (et les participants, celui de « luddites ») en référence à un leader, lui aussi plus ou moins imaginaire, ayant vécu au XVIIIe siècle, Ned Ludd. De 1811 à 1816 se déploya dans le Nottinghamshire, une campagne de destruction des nouveaux métiers à tisser qui rendait le savoir-faire des tisserands, des ouvriers relativement bien payés, obsolète.

© Armand Colin. Toute reproduction non autorisée est un délit

exportatrice nette, en blé, la denrée cardinale du régime alimentaire des Européens. Au cours du XVIIIe siècle, néanmoins, avec l'augmentation continue de sa population, elle dut faire appel aux importations de blé, notamment en provenance de ses colonies d'Amérique. À partir de 1793, elle devint importatrice régulière de cette denrée. L'évolution vers une dépendance accrue fut retardée par les guerres de la Révolution et de l'Empire (et les difficultés de s'approvisionner au plus proche) ce qui redonna un coup de fouet à la production nationale. Au retour de la paix en 1815, le gouvernement voulut la « sanctuariser » (ainsi que la rente foncière qui en découlait[20]) par le moyen d'un tarif douanier, la *Corn Law* de 1815. Celle-ci prohibait les importations quand le prix national moyen descendait en dessous de 80 shillings le quarter (soit 45 francs le quintal[21]) afin de garantir aux producteurs nationaux le monopole du marché intérieur. En dépit de ses ajustements successifs (abaissement à 70 shillings en 1822, introduction d'une échelle mobile en 1828) ce système s'avéra bientôt insoutenable, surtout après une mauvaise récolte, quand on devait faire appel aux importations, renchéries de plus pour le consommateur par les droits de douane. En 1830 les importations de blé représentaient déjà les deux tiers de la consommation (et donc le double de la production nationale en volume). En 1846, le premier ministre conservateur Robert Peel choisit de révoquer la *Corn Law*, trahissant ainsi ses soutiens politiques, tous grands propriétaires terriens dont la fin d'un prix garanti du blé annonçait la chute de leurs rentes et de la valeur de la terre agricole. Les intérêts de l'Angleterre urbaine et industrielle « mangeuse de pain » avaient eu raison de la défense des intérêts de l'« acreo-cratie »[22].

Tableau 4 – Caractéristiques de l'agriculture en Angleterre d'après le Recensement de 1831

Surface cultivée (en milliers d'ha)	13 255
Nombre total de familles (en milliers)	2 912
Familles employées principalement dans l'agriculture (en milliers)	835
Superficie moyenne par exploitation (en ha)	16
Exploitants employant de la main-d'œuvre (en milliers)	161,2
Exploitants sans-main d'œuvre extérieure (en milliers)	114,8
Ouvriers agricoles (en milliers)	800

2.2 Un âge d'or : la période du *High farming* (1850-1875)

L'ouverture des frontières aux importations de céréales ne provoqua pas la catastrophe que ses adversaires avaient prédite. Au contraire, l'agriculture connut dans le quart

20. La classe politique était essentiellement composée de propriétaires terriens…
21. À cette date les prix sur le Continent proche oscillaient entre 25 et 35 francs.
22. Le nom – formé à partir de l'unité de mesure de la terre, l'acre – fut forgé par John Bateman (1839-1910) qui compila l'annuaire des propriétaires fonciers du Royaume-Uni possédant plus de 1 000 ha (4 éditions entre 1876 et 1883).

de siècle qui suivit, une période faste. Cela s'explique par un concours de circonstances favorables : bonnes récoltes, guerres de Crimée et de Sécession qui maintinrent à distance la concurrence délétère des pays neufs (Russie, États-Unis). La population agricole se stabilisa en effectifs absolus (environ un million d'emplois) – ce qui signifiait que, relativement, l'emploi agricole continuait de décroître, mais la production augmentait et montait en gamme du fait de la demande croissante en provenance des villes en pleine expansion, surtout en matière de produits frais à plus forte valeur ajoutée (beurre, œufs, fromage, légumes et fruits, viande de boucherie).

En 1851, le système décrit plus haut était arrivé à maturité. Aux deux extrémités de l'échelle sociale du monde agricole se trouvaient les propriétaires fonciers qui comptaient pour 1,4 % de la population agricole et les ouvriers agricoles pour plus de 60 % – une structure qu'on retrouvait dans le monde des usines. Parmi les fermiers et les éleveurs, les deux cinquièmes (100 000 personnes) produisaient sans aide extérieure et sont donc assimilables aux « paysans » continentaux qui pratiquaient une agriculture vivrière de subsistance. On les trouvait prioritairement dans les zones montagneuses et ils étaient encore assez nombreux sur les terres marginales : hauts plateaux du Pays de Galles et surtout dans les Highlands d'Écosse ; sur ces terres pauvres, les *crofters* écossais avaient un sort assez semblable aux petits paysans parcellaires du Massif central ou du Harz.

Tableau 5 – Classement des emplois dans l'agriculture britannique (Écosse exclue) en 1851

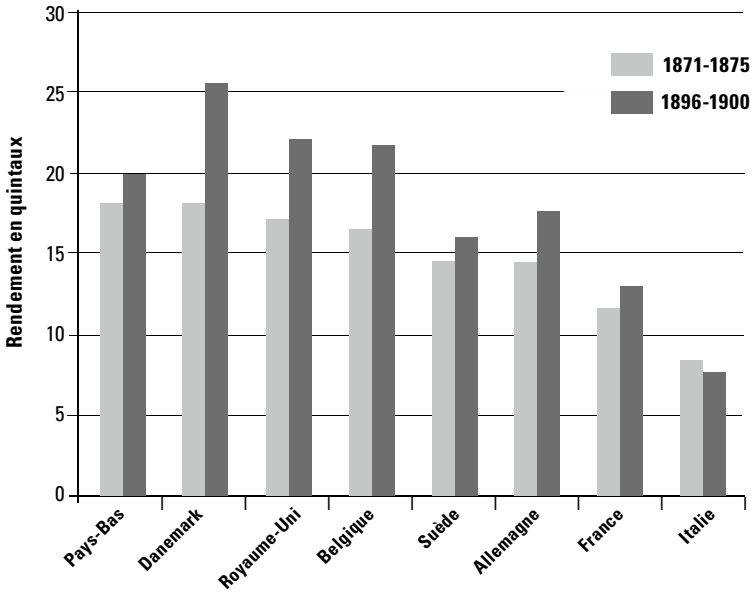
	Effectifs (arrondis)
Propriétaires fonciers	16 100
Fermiers et éleveurs (et leurs familles)	254 000
Intendants de domaine	10 000
Ouvriers agricoles	700 000
Bergers	10 000
Domestiques de ferme	76 000
Jardiniers, pépiniéristes	63 100
Bûcherons	6 800
Total	1 130 000

Source : Wrigley, 2004, p. 97.

Les travaux des champs constituaient un métier rude qui réclamait des efforts physiques ; les horaires de travail jusqu'aux années 1940 demeurèrent sensiblement plus élevés que dans l'économie urbaine (supérieurs bien souvent à 70 heures par semaine). Même si, dans les campagnes, les hiérarchies sociales et la déférence traditionnelle

© Armand Colin. Toute reproduction non autorisée est un délit

vis-à-vis de ses supérieurs, créait une situation de subordination des ouvriers agricoles, cette subordination n'était qu'économique et n'impliquait pas une situation de dépendance personnelle ; d'ailleurs chaque année bon nombre d'ouvriers changeaient de comté ou d'employeur à la recherche d'une situation plus enviable – comme les *last labourers* cités plus haut qui migraient régulièrement du sud du bassin de Londres vers l'*East Anglia* au nord en fonction de la date des récoltes et de l'attractivité des salaires. Sur les premiers clichés photographiques (années 1870), les vues des villages anglais ne semblent guère différentes de celles réalisées à la même époque sur le Continent. Les uns et les autres se trouvaient dans l'obligation de fournir un travail ardu pour des salaires qui, comme sur le Continent, furent toujours inférieurs à ce qu'offraient les emplois dans l'industrie. Le fait qu'ils n'étaient pas propriétaires (ils étaient généralement logés par l'employeur) les rendait plus mobiles (cf. *supra*) et les mettait dans une position de moindre dépendance vis-à-vis des us et coutumes communautaires qui, s'étant substitués aux obligations du régime seigneurial, empêchèrent nombre de paysans européens pendant encore deux ou trois générations, de chercher ailleurs une vie meilleure.



Graphique 2 – Rendements moyens de la culture du blé par hectare (1871-1900)

Au XIXe siècle, les progrès des rendements agricoles furent essentiellement réalisés « à la force des bras » et grâce à la contribution, involontaire, du cheval qui devint omniprésent à la campagne comme à la ville comme principale source d'énergie (ce n'est pas un hasard si on mesura la puissance des moteurs en « chevaux-vapeur »). La mécanisation resta extrêmement limitée jusqu'à l'invention du tracteur (1892) et sa diffusion après la Première Guerre mondiale. Deux machines vinrent suppléer au travail

humain mais elles représentaient un investissement conséquent, accessible seulement aux grandes exploitations : la faucheuse mécanique (brevetée en 1831 par l'Américain Cyrus McCormick) à traction animale et la batteuse dont une première version (1784) était actionnée à la main au moyen d'une manivelle et plus tard (1834) par un manège où cheminait un cheval. À partir des années 1860 on commercialisa un modèle de batteuse à vapeur (donc avec un moteur mobile) mais qui n'était rentable que sur les très grandes exploitations.

Les progrès de la culture, comme l'illustrent la multiplication par trois de la production annuelle de blé (de 17,8 millions de tonnes en 1865-1869 à 57 millions en 1905/9) et les rendements en blé (graphique 2), furent réalisés par une rationalisation toujours plus poussée dans l'organisation du travail agricole et relèvent de la logique des économies d'échelle : agrandissement des parcelles, bonification des sols (marnage, drainage) et utilisation croissante d'engrais (d'origine animale).

Comme le déplorait déjà Thomas More au XVIe siècle, la substitution de l'agriculture vivrière par l'élevage se poursuivit de façon ininterrompue. Ce faisant, les agriculteurs suivaient les avantages objectifs que leur offrait leur terroir : la pluviosité créait naturellement des herbages propres à l'élevage du bétail, grand (vaches, bœufs) et petit (mouton), et n'était pas toujours adaptée à la céréaliculture. Comme l'a observé Emmanuel Le Roy Ladurie : « Une plante née sur le plateau irakien – le froment – n'aime pas tellement les étés pluvieux »…

Tableau 6 – Évolution respective des cultures vivrières et de l'élevage en Grande-Bretagne

	Surface agricole (millions d'acres)		Valeur de la production (millions de £)	
	1870	**1900**	**1867-1869**	**1894-1903**
Cultures vivrières	18,3	14,7	104	62
Élevage	12,1	17,5	127	146

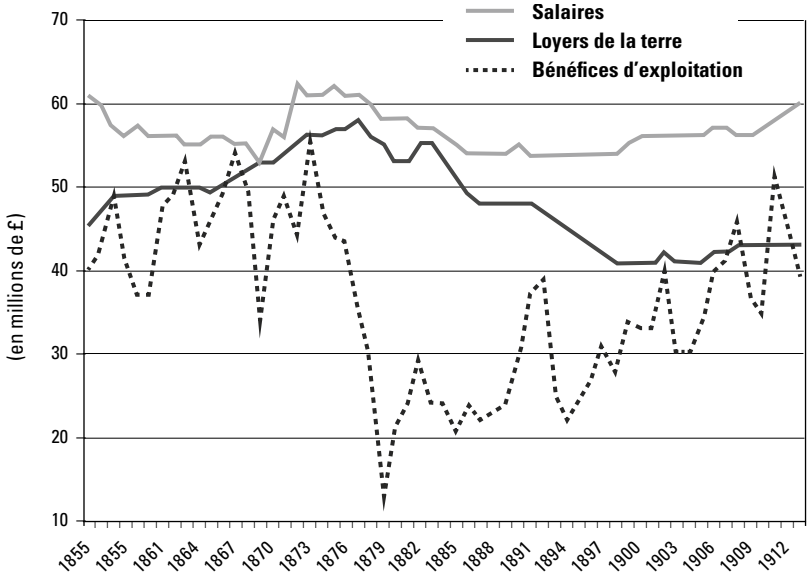
2.3 La « grande dépression » dans l'agriculture (1875-1895)

Cette période de prospérité agricole se termina par un abrupt retournement de conjoncture qui atteignit toutes les agricultures européennes en l'espace de quelques mois au milieu des années 1870. Une suite de mauvaises récoltes amena nombre d'exploitations au seuil de la faillite ; les éleveurs eurent à subir des pestes bovines[23]. Surtout les progrès dans les transports intercontinentaux (chemins de fer et navigation à vapeur) amenèrent sur les marchés européens, la concurrence des pays neufs jusque-là

23. La maladie de la « vache folle » déjà… (en anglais « *foot-and-mouth disease* »).

© Armand Colin. Toute reproduction non autorisée est un délit

protégés par la distance et le coût des transports[24]. La réaction unanime en Europe continentale consista à réintroduire des barrières douanières pour enrayer cette « invasion ». Mais la tendance à la baisse des prix pour les denrées de base persista néanmoins. Comme on le voit au graphique ci-dessous cette baisse se transmit aux comptes de la production agricole. Les bénéfices d'exploitation s'effondrèrent entraînant avec eux les salaires payés aux ouvriers agricoles et les loyers aux propriétaires fonciers. Alors que certains fermiers firent faillite purement et simplement, les baux (contrats de location) furent renégociés (à la baisse) et nombre d'ouvriers se retrouvèrent sans emploi (ou durent accepter des réductions de salaire).



Graphique 3 – Cours des revenus dans l'agriculture britannique (1855-1913)

Source : *A Century of Agricultural Statistics, 1866-1966.*

Cette crise devait durer dans le temps et l'agriculture britannique ne retrouver ses niveaux de rentabilité d'avant 1875 qu'à la veille de la déclaration de la guerre. Elle sapa la base économique de la classe dominante des propriétaires fonciers (quand celle-ci n'eut pas la prévoyance de diversifier ses placements). Dans sa comédie *L'importance d'être Constant* (1895), Oscar Wilde fait dire à l'aristocrate Lady Bracknell : « La propriété de la terre a cessé aujourd'hui d'être une source de plaisirs ou de profits. Elle vous confère un rang dans la société mais elle vous empêche de le maintenir. »

Le gouvernement pressé par le « lobby » des propriétaires fonciers (encore nombreux à la Chambre des communes) éluda des mesures plus drastiques en commandant un rapport

24. L'exemple le plus éloquent est celui du *Frigorifique*, un vapeur conçu par l'ingénieur français Charles Tellier qui, parti de Rouen, rapporta de Buenos Aires des carcasses de bovins en bon état de conservation après 105 jours de mer.

à deux commissions royales « sur les effets de la dépression dans l'agriculture » (1879-1882 et 1894-1897). Leurs recommandations se bornèrent à des mesures « cosmétiques » : création du *Board of agriculture*, écoles vétérinaires et meilleure sélection des semences. La solution protectionniste était exclue du fait de l'absence d'une possible alliance avec des intérêts industriels[25]. Même Disraeli (1804-1881) premier ministre conservateur de 1874 à 1880 et qui s'était opposé en 1846 à l'abrogation des *Corn Laws* déclara : « Désormais la protection douanière est non seulement morte mais damnée. »

S'il est probable que le protectionnisme agricole introduit dans les pays du Continent (France et Allemagne en 1885 et 1887, Italie en 1887, Espagne en 1892) a contribué à figer les structures de l'agriculture de ces pays, l'absence de politique protectionniste outre-Manche n'a pas modifié en profondeur celles de l'agriculture britannique ; l'évolution était à cette date déjà avancée et ce n'est que marginalement que la crise a érodé un peu plus le secteur (contrairement à ce qu'affirmaient les partisans d'un tarif douanier). La « petite paysannerie » exploitant moins de 10 ha (8 ha en Grande-Bretagne) était déjà « réduite aux acquêts » avant la crise : elle représentait encore 55 % des effectifs mais n'exploitait plus que 6,3 % de la SAU (Surface agricole utile). Bien sûr c'était nettement moins qu'en France ou en Allemagne où ce groupe fournissait les « gros bataillons » du monde paysan – 85 et 87 % des fermes respectivement (mais seulement 27 et 28 % de la SAU). Les agriculteurs qui mettaient sur le marché un surplus commercialisable, se trouvaient en dehors de ce cercle, c'est-à-dire une minorité (15 % en France et 13 % en Allemagne). En Grande-Bretagne, les agriculteurs travaillant pour le marché étaient 44 % et exploitaient 93 % de la SAU.

Tableau 7 – Répartition des exploitations agricoles selon leur taille (en pourcentage)

	Angleterre et Galles 1885			France 1892			Allemagne 1885		
Exploitation		Nombre	Surface		Nombre	Surface		Nombre	Surface
micro	< 5 acres	28,7	1,2	< 1 ha	39,2	2,9	< 1 ha	44,0	2,4
petite	5-20 acres	26,7	5,1	1-10 ha	45,9	24,1	1-10 ha	43,1	25,6
moyenne	20-100	27,1	23,4	10-40 ha	12,5	30,0	10-100 ha	12,4	47,6
grande	100-300	14,1	41,6	40-100	1,8	43,1			
très grande	> 300	3,4	28,7	> 100 ha	0,6		> 100 ha	0,5	24,4
		100	100		100	100		100	100

NB 1 acre = 0,405 ha ; sources : Tracy, 1964 ; Dormois, 1997.

25. Une seconde tentative intervint quand Joseph Chamberlain (1836-1914) ministre des Colonies organisa la *Tariff Reform League* mais celle-ci avorta à cause de ses objectifs contradictoires : la « préférence impériale » prônée par la ligue impliquait une absence de barrières douanières avec les pays de l'Empire qui exportaient principalement des produits « primaires » : matières premières et denrées agricoles.

© Armand Colin. Toute reproduction non autorisée est un délit

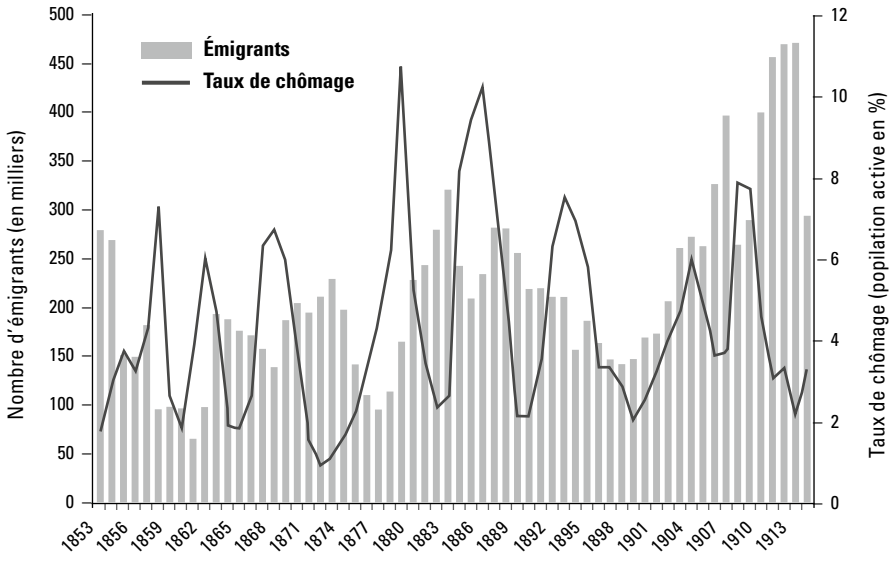
En dépit de ses progrès, la contraction du secteur agricole impliquait qu'à la veille de la Guerre, les trois-quarts de la nourriture des Britanniques étaient fournis par les importations en provenance des marchés extérieurs (Russie, États-Unis pour les céréales, Danemark et Pays-Bas pour les produits frais et le *bacon*). Quand la perspective d'un conflit européen se fit plus réelle, deux commissions, en 1905 et 1906, signalèrent que la situation de dépendance du pays pour ses approvisionnements, comportait des risques sérieux (comme la campagne des *U-Boote* de 1917 allait le prouver). Aussi le gouvernement s'attacha-t-il à stabiliser et à sécuriser la production alimentaire une fois que le conflit fut déclaré (cf. Partie 7). Trois millions d'acres de terre arable (1,2 million d'hectares, équivalent à deux départements français) furent remis en culture. En 1917 des « prix garantis » furent introduits pour les denrées de base ainsi qu'un salaire ouvrier minimum. On revint sur une partie de ces mesures après la Guerre, mais par la suite l'obligation d'intervention publique dans ce secteur demeura et les agriculteurs devinrent une « espèce en voie de disparition » qu'il s'agissait de préserver.

2.4 La voie de sortie : l'émigration outre-mer

La Grande-Bretagne pratiqua au XIXe siècle la « politique de la porte ouverte » et fut en conséquence le pays d'accueil de choix pour de nombreux réfugiés politiques (qu'on pense à Karl Marx expulsé de Prusse, de France et de Belgique…) et d'émigrés économiques. Bon an, mal an le pays accueillait chaque année quelques dizaines de milliers d'immigrants en provenance, majoritairement, du continent européen (certains en transit vers les ports, comme Liverpool, d'où on rejoignait le Nouveau monde). Mais cette immigration faisait pâle figure face au flot quasi continu de Britanniques qui émigrèrent outre-mer. Le pays fournit au XIXe siècle le plus fort contingent d'émigrants en direction des pays neufs : environ 14 millions entre 1855 et 1914, probablement 20 millions en tout de 1830 à 1930 (à l'exclusion des 4,5 millions d'Irlandais). On compte seulement quelques années au cours desquelles les départs annuels tombèrent en dessous de la barre des 150 000 personnes (graphique 4)[26]. Les trois quarts se dirigèrent vers les États-Unis, le reste se partagea, par ordre d'importance, entre le Canada, l'Australie et les autres dominions. Cette émigration reflétait les pressions « malthusiennes » qu'exerçait la croissance continue de la population (le seul pays d'Europe à quadrupler sa population en un siècle). Elle servit de « valve de sûreté » à un marché de l'emploi « sous pression » jusqu'au XXe siècle.

Un regard cursif sur l'histogramme au graphique suivant suggère une certaine corrélation (avec un certain décalage) entre les flambées de chômage et l'augmentation du nombre de candidats à l'émigration (qui n'était pas toujours définitive, au moins intentionnellement). Ainsi la crise de 1848-1850 a-t-elle nourri la première grande vague de 1851-53, les récessions de 1879-1880, 1884-1887, 1892-1894 et 1908-1909, celles qui ont suivi quelques mois plus tard.

26. Par comparaison, 3,6 millions d'Allemands quittèrent leur pays entre 1860 et 1913 (chiffres officiels) et on estime que seuls un demi million de Français ou de Suisses s'expatrièrent au cours du XIXe siècle.



Graphique 4 – Évolution annuelle du chômage et des mouvements d'émigration (1853-1914)

Sources : Mitchell, 1988, 81[27] ; Feinstein, 1972 ; table 57.

L'importance de l'émigration au siècle de l'industrialisation constitue la preuve qu'une alternative existait à l'adaptation aux conditions du marché du travail national une fois que l'agriculture avait drastiquement réduit ses besoins en main-d'œuvre et elle était en même temps le signe d'un marché qui peinait à atteindre le plein-emploi, même en période de forte croissance de l'industrie.

3 L'atelier du monde : 1830-1870

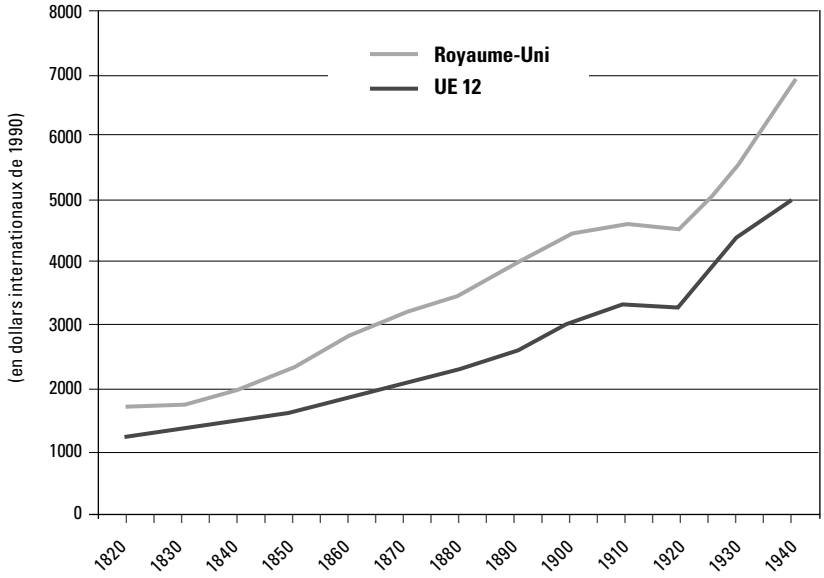
L'apparition de nouveaux « systèmes techniques » au cours de la « révolution industrielle » entre 1780 et 1830 conféra à la Grande-Bretagne une avance sur ses concurrents qu'elle parvint à maintenir jusque vers 1870. Mais l'expression « atelier du monde » (forgée par Disraeli dans un discours aux Communes en 1838) pour décrire la position de la Grande-Bretagne dans l'économie mondiale était, même durant ces décennies, une exagération caractérisée : l'industrie du pays n'y eut jamais la place qu'a occupé, par exemple, la Chine depuis l'an 2000. Certes, l'antériorité du processus d'industrialisation conférait à son lieu de naissance des avantages (la conquête des marchés extérieurs par des produits standardisés) mais comportait aussi des inconvénients. En particulier, par la force des choses, ce processus, commencé plus tôt, devait mettre plus de temps à parvenir à maturité que dans les « pays suiveurs » et il déterminait une dépendance de trajectoire (*path dependency*) qui conditionnerait nécessairement à l'avenir les développements ultérieurs et rendrait plus difficile l'adaptation aux mutations techniques.

27. Basé sur W.F. Ferenczi, I. Willcox, *International Migrations*, vol. I, New York, NBER, 1929.

© Armand Colin. Toute reproduction non autorisée est un délit

3.1 L'avance britannique

On estime qu'au début du XIXe siècle, le PIB moyen par habitant au Royaume-Uni (incluant donc l'Irlande, pays beaucoup plus pauvre) était de 25 % supérieur à la moyenne des pays d'Europe occidentale. En tant que mesure du revenu individuel, l'écart est insignifiant : tous ces pays entreraient aujourd'hui dans la catégorie de « pays en développement », la majorité de leur population souffrant de malnutrition et entre un cinquième et un dixième d'entre elle vivant en dessous du niveau de pauvreté absolue. En tant que mesure du potentiel productif, cette avance dénote que la Grande-Bretagne avait une petite « longueur d'avance » sur ses voisins européens (toute petite dans le cas de la Hollande et de la Suisse) : on y avait inauguré des techniques et des activités où le travail était devenu plus productif dans un petit nombre de productions et surtout où la productivité elle-même avait tendance à croître beaucoup plus vite que partout ailleurs. Ces secteurs avaient naturellement tendance à attirer à eux la main-d'œuvre disponible : c'étaient ceux où il avait été possible de mécaniser la production et d'obtenir ainsi de stupéfiantes « économies d'échelle ».



Graphique 5 – Le PIB par habitant au Royaume-Uni et en Europe de l'Ouest (EU12) (1820-1940)

Source : Base de données du Maddison Project[28].

Par « effet de rappel », l'écart maximal en termes de PIB per capita entre la Grande-Bretagne et le reste du Continent fut atteint après 1870 (il culmina à 50 %) mais c'était une évolution en trompe-l'œil car les « pays-suiveurs » rattrapaient le leader

28. Disponible sur www.rug.nl/ggdc/historicaldevelopment/maddison/releases/maddison-project-database-2018.

technologique à toute vitesse. Les représentations marchent d'un autre pas que les réalités, et l'idée d'une supériorité britannique apparue dans la décennie 1850 persista encore longtemps[29].

À l'origine cette « révolution » reposait sur deux « macro-inventions » (et une foule de « micro-inventions ») : la machine à vapeur de Watt (commercialisée à partir des années 1780) et la machine à filer le coton (dite « *mule jenny* ») dont les derniers perfectionnements datent de la même décennie. La première offrait une source d'énergie inanimée applicable à une grande variété de tâches : la force développée par les améliorations successives du « moteur » passa de quelque dix chevaux-vapeur (soit l'équivalent d'un moulin à eau) au fameux Corliss présenté à l'exposition de Philadelphie (1876) qui développait 1 400 CV et à la loco du *Flying Scotsman* (sur Londres-Edimbourg 1923-1948) plus de 5 500 CV. La seconde révolutionna le filage du coton, premier stade dans la production du textile le plus populaire depuis cette époque : un ouvrier de filature mécanique avait un rendement 300 fois supérieur à celui d'un fileur (une fileuse en général) au rouet. Cette innovation parvint à anéantir la concurrence des pays à bas coûts de l'époque (Asie du Sud-Est) où le salaire moyen était quinze à vingt fois inférieur (Allen, 2009) et à faire, pendant un siècle (1830-1930), de la fabrication des cotonnades une spécialité britannique incontestée. Cette avance demeura sans rival jusqu'à ce que le pays commence, à la fin du XIXe siècle, à exporter les machines-textiles qui avaient fait sa supériorité.

Cette avance fournissait dans certains secteurs-clés et appelés à se développer (les vêtements de soie, de lin ou de laine ayant une moindre perspective de croissance) un avantage comparatif certain mais il demeura longtemps marginal. Le tissage mit deux générations de plus à se mécaniser. La confection attendit l'apparition de la machine à coudre (1851). Cette année-là, celle de la première exposition universelle de l'âge industriel à Londres au *Crystal Palace* (structure entièrement en fonte et en acier), le recensement de la population révélait qu'il y avait, en Grande-Bretagne, davantage de cordonniers que de mineurs de fond et davantage de domestiques que d'ouvriers du textile. Les usines mécanisées n'occupaient que les deux cinquièmes de la totalité des ouvriers de cette industrie. Celle-ci mobilisait en fait, comme ailleurs en Europe, une foule de petits artisans indépendants utilisant des outils à main et leur savoir-faire et commercialisant directement leur production.

3.2 Le système usinier (« *Factory system* »)

L'industrialisation a forcé les États à adapter et parfois à créer de toutes pièces les normes de fonctionnement du marché du travail. Le processus de transformation était au début du XIXe siècle plus avancé en Grande-Bretagne qu'ailleurs en Europe. Dans les villes, les réglementations corporatistes encadrant l'activité artisanale et commerciale étaient devenues inapplicables à cause de la croissance urbaine et de leur diffusion

29. Ainsi qu'en témoigne le *Dictionnaire des idées reçues* de Flaubert (compilé dans les années 1870).

© Armand Colin. Toute reproduction non autorisée est un délit

et délocalisation dans les bourgs et villages. Dans les campagnes, le régime seigneurial avait sombré pour l'essentiel depuis la « révolution anglaise » (1642-1660). Les redevances et autres obligations statutaires (corvées…) dues aux seigneurs avaient disparu et les remembrements (« *enclosures* ») avaient fait éclater le système d'exploitation collective des terres (dit d'« *open field* ») ainsi que les contraintes coutumières qui encadraient l'utilisation des sols et limitaient la mobilité géographique et professionnelle des personnes. Depuis le milieu du XVIe siècle, l'industrie rurale à domicile s'était développée et au XVIIIe la pluriactivité était devenue la règle dans la majorité des campagnes à telle enseigne que les premières générations d'ouvriers d'usine n'étaient pas d'anciens paysans déracinés et expulsés mais des hommes et des femmes qui avaient déjà coupé les liens avec l'économie agricole.

Depuis les écrits de Marx cette évolution a été analysée comme une déchéance : un processus d'expropriation, de déqualification et d'expulsion de la population rurale, ourdi par les classes bourgeoises en vue de la création du prolétariat industriel[30]. On a perçu l'économie d'Ancien régime comme une espèce de paradis terrestre, une « économie morale » faite d'harmonie et d'obligations réciproques. Avec l'émergence d'un marché de l'emploi contractuel et anonyme les liens interpersonnels se diluèrent et « l'obligation de résultat » s'imposa comme condition sine qua non aux nouveaux ouvriers : la productivité du travail devint le critère de la rémunération. Cette approche critique (Thompson, Hobsbawm) a néanmoins permis de mettre l'accent, outre sur le « chamboulement » des valeurs et des pratiques, sur deux aspects-clés de cette mutation : la discipline imposée par le travail en usine et la détérioration des conditions de vie dans les premiers centres industriels.

Tableau 8 – Nombre moyen d'ouvriers par établissement industriel (1910-1913)

	Grande-Bretagne	France	États-Unis	Allemagne
Textile	78	8	73	3
Papier, imprimerie	20	20	15	11
Travail du bois	15	4	25	4
Cuirs et peaux	31	5	58	4
Métallurgie lourde	247	712	535	265
Industrie de l'alimentation	13	4	8	3
Céramique	42	18	29	21
Industrie chimique	42	24	25	16

Source : Kinghorn & Nye, 1996.

30. L'économiste hongrois Karl Polanyi a donné à cette mutation le nom de « Grande transformation » (ouvrage de 1944). Le thème de l'expropriation réalisée par les *Enclosures* est déjà développé au XVIe siècle par Thomas More dans son livre *Utopia* (1516).

L'astreinte imposée par la régularité du fonctionnement des machines actionnées par une source d'énergie autonome fut un énorme défi pour les premières générations d'ouvriers. Comme l'exprima le médecin et pédagogue Sir James Kay-Shuttleworth (1804-1877) : « La machine ne connaît ni la fatigue, ni la souffrance et tant qu'elle tourne, l'ouvrier doit être à son service ». Il fallut à peu près une génération pour que la discipline qui leur était imposée fût acceptée par les ouvriers des usines.
Parce que les économies d'échelle constituaient le principe directeur de la production usinière, on aurait tendance à penser que les établissements rassemblant 300 ouvriers en un seul lieu (comme les premières filatures de coton mécanisées) ou même 1 000 ouvriers (comme les plus grandes houillères), étaient peu à peu devenus la règle dans l'industrie britannique. Or les enquêtes dont on dispose révèlent que c'était loin d'être le cas. Dans la métallurgie lourde par exemple, au début du XXe siècle, les hauts-fourneaux et fonderies employaient en moyenne moitié moins de personnel qu'aux États-Unis et trois fois moins que dans la sidérurgie française. Il n'y avait que dans le textile, la céramique et l'industrie chimique que les usines étaient d'une taille plus importante qu'ailleurs en Europe. La statistique montre néanmoins que le petit atelier familial n'employant que quelques personnes était devenu une rareté : les boulangeries par exemple avaient disparu et le pain était fabriqué industriellement dès la fin du XIXe siècle.

Cette prégnance de l'organisation usinière est perceptible aussi dans l'utilisation plus répandue de machines actionnée par l'énergie produite par la vapeur. Ici l'industrie britannique conserva son avantage – tant que la vapeur et le charbon qui lui servait de combustible, demeurèrent la principale source d'énergie.

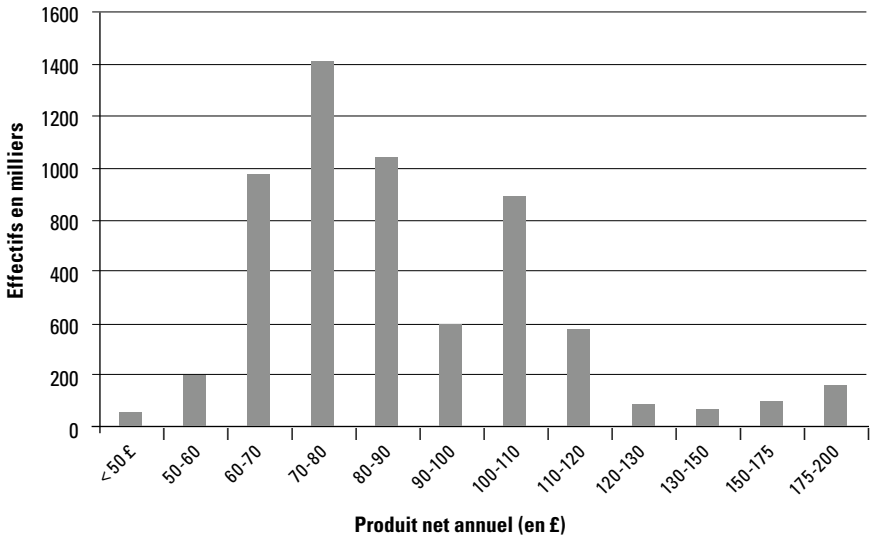
Tableau 9 – Production et utilisation de la force motrice dans l'industrie et l'artisanat

	Avant-guerre				Après-guerre			
	date	puissance installée (1 000 CV)	personnel (milliers)	puissance /employé (CV)	date	puissance installée (1 000 CV)	personnel (milliers)	puissance /employé (CV)
Grande-Bretagne	1907	5 083	5 741	0,89	1924	12 848	5 314	2,42
Allemagne	1907	5 899	10 177	0,58	1925	20 556	11 967	1,72
France	1906	2 511	6 124	0,41	1926	6 678	7 844	0,85
Italie	1911	1 341	2 272	0,59	1927	3 716	3 964	0,94
Suisse	1911	235	329	0,71	1929	665	409	1,63

Légende : CV : chevaux-vapeur ; source : Huber, 1932.

© Armand Colin. Toute reproduction non autorisée est un délit

Cette utilisation plus intensive de la vapeur comme source d'énergie était un avantage dans les productions de « début de chaîne », c'est-à-dire les produits semi-finis qui devaient ensuite être usinés et transformés en produits propres à la consommation. Ainsi l'industrie britannique excellait-elle dans le tissage des toiles destinées à la confection ou dans la métallurgie de gros œuvre (premier exportateur de toiles de coton et de rails en acier avant 1914). Une telle spécialisation s'accordait bien avec la disponibilité de ses facteurs : un équipement mécanique important et une main-d'œuvre peu qualifiée (ou même « déqualifiée »). La production d'articles de luxe, de demi-luxe ou même d'agrément, à plus forte valeur ajoutée mais nécessitant des savoir-faire artisanaux et une attention à la finition, et qui s'accommodait mal de processus standardisés, fut délaissée. Le développement précoce du système usinier dans le textile et la métallurgie avait concentré l'effort et les ressources dans ces secteurs et rendu plus difficile une « montée en gamme » de la production. Ainsi les points forts de l'industrie britannique se trouvaient-ils concentrés, à la veille de 1914 (graphique 6) dans des secteurs où la productivité était inférieure à la moyenne du secteur, c'est-à-dire des lignes de production, déjà anciennes, à la technologie mature, routinières, utilisant une main-d'œuvre moyennement qualifiée. Ces performances moyennes faisaient encore bonne figure vis-à-vis de la concurrence internationale – elles étaient supérieures de 30 % à celles de l'industrie française et de presque 50 % face à l'industrie italienne – mais déjà les industries allemandes et surtout américaines faisaient aussi bien sinon mieux. Cela constituait un mauvais présage pour les décennies à venir.



Graphique 6 – Répartition des niveaux de productivité du travail dans l'industrie en 1907 (moyenne : 102 £)

3.3 L'évolution du niveau de vie

Sur le long terme, entre 1830 et 1930, l'amélioration du niveau de vie moyen en Grande-Bretagne en termes de pouvoir d'achat a été de l'ordre de 1 à 4, soit une augmentation de 300 %. Cette évidence a mis du temps à être acceptée sans contestation, dans les années 1970 (où l'amélioration avait atteint 1 000 % en 150 ans). Sur le court terme, le domaine de prédilection des historiens, l'impression a pu être d'une suite de détériorations continues – selon le jugement qu'on portait sur le « système » capitaliste.

La question de l'évolution du niveau de vie au cours de l'industrialisation a en effet passionné les observateurs du XIXe siècle et les commentateurs postérieurs. Elle a vu s'affronter « optimistes » et « pessimistes » et c'est naturellement sur l'Angleterre, pays pionnier en la matière, qu'a porté toute l'attention, du fait de la richesse de la documentation (enquêtes parlementaires et indépendantes, rapports des commissions royales)[31]. En publiant *La condition de la classe laborieuse en Angleterre* (1844), Friedrich Engels, collaborateur et protecteur de Karl Marx (londonien à partir de 1849) donna le ton en avançant la thèse d'une détérioration du niveau de vie des classes ouvrières (il y eut débat longtemps pour savoir s'il y a eu paupérisation « absolue » ou « relative ») et ce constat constitua la base de l'argument en faveur de la vision pessimiste et de la nécessité d'abolir le « système capitaliste ». Avec le *Manifeste du parti communiste* (1848), ce constat fut intégré à la doxa socialiste et essaima largement en dehors des cercles marxistes. Il constituait une réponse à la vision positive exprimée par l'école économiste « classique » dont la meilleure expression fut l'ouvrage de George Richardson Porter, *The Progress of the Nation* (trois éditions de 1836 à 1851).

Pour dégager le sens du phénomène bientôt qualifié de « paupérisme » (néologisme suggérant un mécanisme étendant et aggravant la pauvreté des classes dites « laborieuses »)[32], il y eut jusqu'à la Première Guerre mondiale pléthore d'études de cas et d'enquêtes, mais en l'absence d'un appareil statistique adapté (la notion de « revenu national » date du début du XXe siècle et sa première application de 1936), une vue d'ensemble fut longue à émerger. La vision pessimiste impliquait une détérioration des conditions de vie par rapport à la période pré-industrielle pour laquelle les renseignements étaient encore plus fragmentaires (d'ailleurs les réformateurs sociaux avaient peu d'appétence pour des enquêtes à la campagne). Les époux Webb, piliers de la « société fabienne » (cf. *infra*) furent les seuls à relever le défi de la comparaison car si les familles ouvrières avaient accepté une telle dégradation de leur niveau de vie, il fallait prendre en compte les conditions de départ de la vie dans les campagnes (Marx et par la suite Karl Polanyi ont défendu la thèse d'une expropriation forcée par les grands propriétaires et constitution d'une « armée de réserve »).

31. En 1986, David Landes avait estimé à 150 000 le nombre des publications relatives au sujet depuis le XIXe siècle.
32. En 1844, Louis-Napoléon Bonaparte avait « mis ses pas » dans ceux d'Engels et publié un opuscule-manifeste *De l'extinction du paupérisme* (« un fatras d'idées despotico-socialistes » selon Chantal Delsol). Texte in extenso sur https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k9628969d.texteImage.

© Armand Colin. Toute reproduction non autorisée est un délit